

TRIBUNE

2

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 194. — 9 MAI 1964

TAXIS : LA PROFESSION EST-ELLE RENTABLE ?



(Photo A.F.P.)

Le problème du chauffeur de taxi s'inscrit dans celui plus vaste de la circulation (page 5).

LES SYNDICATS
et la
PLANIFICATION
ECONOMIQUE

(Page 8)

LE CONGRÈS
DU F.L.N. ET
LES VOIES DU
SOCIALISME

(Pages 6 et 7)

ETUDIANTS

CONFÉRENCE POUR
LA DÉMOCRATIE
ET LE SOCIALISME

(Lire page 4)

DE QUEL COTÉ EST
LE STALINISME ?

La presse donne de temps en temps des nouvelles de la lutte qui se mène à l'intérieur de l'Association des Amitiés franco-chinoises entre la tendance krouchevienne, ou thorsienne, du parti communiste et un petit groupe plus proche des thèses chinoises ou décidé à cultiver l'amitié avec la Chine. Ayant eu l'occasion d'être informé de ce qui s'est passé récemment à Bordeaux, nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt de donner des précisions sur des faits que la presse locale ou parisienne a présentés de façon vague et parfaitement inexacte.

Il faut savoir tout d'abord que l'Association des Amitiés franco-chinoises, bien tenue en main par le parti communiste, n'a eu à peu près aucune activité depuis plusieurs années. En particulier à Bordeaux, le comité local était totalement mort. A l'occasion de la fête nationale chinoise, quelques amis de la Chine, communistes pro-chinois, ont décidé de redonner vie au comité local de l'association. Après avoir pris contact avec l'ambassade de Chine à Berne, ils ont réuni 30 à 40 personnes, dont un bon nombre d'étudiants, pour un vin d'honneur en l'honneur de la reconnaissance de la Chine par la France. Ceux qui avaient accepté au cours de cette réunion de s'inscrire aux Amitiés franco-chinoises ont été conviés à une assemblée générale de l'association. Là fut constitué un bureau du comité local : à part quatre ou cinq communistes pro-chinois, les membres du bureau étaient dans leur majorité des gens peu politisés mais attirés par la Chine (enseignants et étudiants de chinois surtout).

Un nouveau
bureau constitué

Lorsque le bureau demanda les cartes de l'association au comité national, celles-ci furent envoyées à l'ancien secrétaire du comité, qui se garda bien de les faire suivre aux vrais destinataires. Les cartes furent finalement reçues du comité de Marseille. Contrairement aux décisions du dernier Congrès national, qui avait interdit l'été dernier de diffuser la propagande de Pékin, le secrétaire à la propagande vendit des brochures de Pékin aux portes des facultés et fit des abonnements assez nombreux aux revues chinoises. Pour discuter de toutes ces questions, il fut finalement décidé que le bureau se réunirait autour du secrétaire national de l'association, M. Médard. Mais le soir où cette réunion eut lieu dans une salle municipale de Bordeaux, 30 à 40 membres du P.C. étaient là, chauffés à blanc. La réunion se passa tout entière sans que les membres du bureau aient pu se défendre : les initiateurs des activités locales furent traités de renégats, de traîtres, la serviette de l'un d'eux fut vidée de ses documents, brochures, listes de souscriptions, etc., que les communistes gardèrent. Et à la fin de la réunion, après le départ de presque tous les membres du bureau qui n'avaient pu ouvrir la bouche, un nouveau bureau fut constitué. Il gardait cependant le même président, absent, sur qui l'on croyait pouvoir compter, mais le nouveau secrétaire était celui qui avait sabordé l'association trois ans plus tôt.

Pas de choix
entre les deux bureaux

Les choses n'en sont cependant pas restées là. D'abord le président a fait nettement savoir par la voie de la presse et au comité national que le bureau constitué au moment de la reconnaissance de la Chine lui paraissait le seul valable. Quelques jours plus tard, une réunion sur la Chine était organisée à Libourne ; il devait y être question du théâtre chinois, avec des projections et bien entendu les fameuses brochures chinoises devaient être vendues. La réunion n'eut pas lieu ; avant même son ouverture, un commando venu de Bordeaux, Coutras et Libourne occupa la salle, s'empara de tout le matériel de projection et de propagande et ne partit qu'après avoir roué de coups un des deux malheureux propagandistes. La police, rapidement alertée, n'intervint que fort mélangée dans ce qui lui paraissait une lutte entre des groupes communistes. Aux dernières nouvelles, le comité national ne semble pas encore avoir choisi entre les deux bureaux. Une plainte déposée à la police depuis plusieurs semaines sera peut-être un jour instruite...

En conclusion, demandez donc aux dirigeants communistes quelle est leur conception de la démocratie, de la liberté d'expression... et aussi quels sont leurs sentiments d'amitié pour la grande nation socialiste, la Chine.

Faitorit (Bordeaux).

Orne : action commune
pour les municipales

Dans les premiers jours d'avril, la Fédération de l'Orne du P.S.U. avait invité la S.F.I.O., le P.C., l'U.D.S.R., les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I., S.G.E.N. à tirer les leçons des récentes élections cantonales et à examiner les possibilités d'action commune pour les « municipales ». Le P.C., C.G.T., C.F.T.C. ont répondu à l'appel. L'U.D.S.R. et F.O. étaient excusés. Le P.C., sans se déclarer hostile à toute perspective d'accord, compte tenu des résultats appréciables obtenus aux cantonales, est resté sur une position d'attente jusqu'à la réception de consignes. Artois (C.F.T.C.), qui fut candidat il y a quelques années (plus de 1.700 voix), souligna l'importance qu'il y avait sur le plan local à essayer de réagir devant l'emprise de plus en plus lourde des U.N.R. (ou camouflés) et la carence complète sur le plan de la gestion municipale. Il fit connaître son accord personnel sur le principe de telles réunions auxquelles devaient pouvoir participer tous les démocrates honnêtes pour mettre sur pied un programme clair et précis. Il insista sur la possibilité d'élections anticipées et sur la nécessité d'agir en conséquence.

En revanche, avec le secrétaire de l'U.D.-C.G.T., ce fut la déception prévue. En effet, son sectarisme, ses conceptions toutes stalinienne des rapports entre syndicats, et syndicats et partis politiques bloquent depuis des années toute tentative d'accord entre les forces de gauche sur le plan local. Pour lui, tout est maquignonnage et le P.S.U. ne « représentant rien » n'a pas à organiser de telles réunions. Au sujet des « cantonales », il paraissait ignorer les accords tactiques souscrits dernièrement par le P.C. (et surtout le cas de la Nièvre) ! Le bilan de la réunion est toutefois positif. D'ores et déjà, le principe d'un calendrier de réunions est retenu. Le P.S.U. est placé idéalement sur l'échiquier politique local et les initiatives lui appartiennent.

Il reste à espérer que d'ici peu, la réaction des camarades de la C.G.T. (dont plusieurs appartiennent au P.S.U.) et la « déstalinisation » amèneront le secrétaire de l'U.D.-C.G.T. à une autre attitude et à une plus grande politesse envers les membres d'autres syndicats et d'autres partis que les siens ! Mais avec de tels hommes en place, on comprend que l'unité syndicale organique ne soit pas pour demain !

Haute-Garonne :
au Conseil municipal
de Toulouse,
collusion O.A.S.-S.F.I.O.-P.C.

L'« affaire » des H.L.M. de Toulouse est venue devant le Conseil municipal. Mais M. Maziol, ministre de la Construction, qui, au cours de la campagne électorale des cantonales, avait critiqué la gestion de l'Office, en rappelant qu'un terrain, payé 143 millions, n'avait rapporté que 47 millions à son propriétaire (qui, d'ailleurs, au départ, n'en demandait que 30 !), M. Maziol était absent... Bien qu'il eût chargé un conseiller U.N.R. de lire un « message », il fut donc fortement critiqué pour son « dégonflage ».

Raymond Badiou, dans son intervention, souligna que l'affaire du terrain n'était toujours pas éclaircie, et que, en tout état de cause, elle constituait une belle illustration du scandale permanent de la spéculation immobilière ; et il rappela que le P.S.U. avait présenté un vœu relatif à la municipalisation des terrains, vœu qui avait été rejeté, non seulement par la majorité S.F.I.O.-U.N.R.-Indépendants, mais aussi par le groupe communiste.

On procéda alors à la désignation des quatre délégués du Conseil à l'Office H.L.M. Et l'on vit ceci : le groupe U.N.R. s'abstenant d'un bout à l'autre. M. Bazerque, maire S.F.I.O., et M. Méric, sénateur S.F.I.O., étaient élus par les voix S.F.I.O., Indépendants, Communistes, et... extrême-droite ex-U.N.R. Un communiste, M. Llante, était élu par les voix S.F.I.O., P.S.U., Communistes ; mais le siège restant allait à un ami de l'O.A.S., qui rassemblait les voix S.F.I.O., Indépendants et extrême-droite, tandis que le candidat P.S.U., qui lui était opposé, ne réunissait que les voix P.S.U. et communistes.

Ainsi les communistes assurent le succès des candidats de la S.F.I.O. et reçoivent un salaire. Mais ils tolèrent que la S.F.I.O. préfère un O.A.S. à un P.S.U.

Voilà une attitude qui ne présage

La vie du Parti

rien de bon pour l'an prochain. Nous allons voir, sans doute, sous le prétexte de battre les candidats du pouvoir personnel, se constituer des listes allant des communistes aux réactionnaires du type O.A.S., en passant par la S.F.I.O. (récoltant les mairies à cette occasion). Est-ce ainsi qu'on prépare l'alternative au régime gaulliste ?

Loire : Meeting
pour l'Espagne libre

Le mardi 14 avril s'est déroulé, à Saint-Etienne, un meeting en faveur de l'Espagne libre, qui a réuni entre 500 et 600 personnes, malgré la destruction systématique des affiches représentant le général Franco et Hitler passant en revue un détachement de l'armée franquiste. Ce meeting était organisé par le Comité départemental Lecoin — auquel participaient plusieurs militants P.S.U. de la région stéphanoise.

Après un hommage à Lecoin par notre camarade Marcel Odouart — qui rappela comment ce vieux militant de la paix n'avait cessé, depuis 1910, de soutenir « le combat de l'esprit contre l'épée » — Lecoin lui-même monta à la tribune pour dénoncer les abus du régime de Franco et exprimer les aspirations du peuple espagnol qui a besoin « de pain et de liberté ».

Puis, après que le pasteur H. Roser eut exprimé les protestations d'un croyant contre les atteintes à la dignité humaine dont se rend coupable le franquisme, et que M. Blum eut décrit la sauvagerie du régime policier espagnol et les injustices des tribunaux officiels, A. Bontemps montra comment la lutte contre l'Espagne de Franco s'identifie à la lutte pour l'homme et sa liberté.

Plusieurs motions furent votées pour demander la libération des jeunes Français emprisonnés à Madrid et pour dénoncer le maintien du régime fasciste de Franco au-delà des Pyrénées, vingt ans après la chute de ses comparses, Hitler et Mussolini.

Seine-et-Oise :

La question des désistements

Dans un des derniers numéros de T. S., nos camarades du Nord relatent les prises de position successives du P.C. dans l'affaire « Motte » (élections cantonales de mars).

On sait que le comité central du P.C. « blâmait l'attitude de sa Fédération du Nord dans le désistement pour Motte et attendait des explications de sa Fédération de Seine-et-Oise pour son désistement en faveur de Jollivet à Conflans-Ste-Honorine ». Dans ce canton, notre camarade Germaine Cambon, candidate du P.S.U. au deuxième tour y avait recueilli un nombre de voix impressionnant et la « Renaissance » avait alors parlé de l'attitude « sectaire » du P.S.U.

A la suite du communiqué du comité central du P.C., il revenait à Maximilien du bureau fédéral de Seine-et-Oise du P.C. de rédiger le... mea culpa fédéral et l'on peut lire sous sa signature dans l'éditorial de l'hebdomadaire fédéral ceci :

« Un de nos lecteurs nous écrit pour exprimer son désaccord. Son raisonnement est en substance le suivant : « Puisque le comité central a critiqué notre désistement pour Jollivet à Conflans, nous avons eu tort de nous désister dans d'autres cantons pour certains républicains » et notre ami de brandir les textes publiés par « L'Humanité ».

« Expliquons-nous. « Il est parfaitement exact que le comité central a critiqué notre désistement à Conflans en indiquant avec juste raison (1) qu'au deuxième tour il s'agissait de battre l'U.N.R. ET LA REACTION » (2).

« Mais si à Conflans nous avons fait un faux pas (1), cela ne met nullement en cause notre ligne générale et à plus forte raison la victoire du deuxième tour. Une erreur ne peut mettre en cause le tout et l'arbre ne doit pas cacher la forêt. »

Nos camarades de Seine-et-Oise, loin d'être les « sectaires » dénoncés le 20 mars par la « Renaissance », avaient donc vu juste selon la « Renaissance » du 11 avril en appelant les travailleurs de Conflans à voter à la fois contre l'U.N.R. et contre la réaction ; ils n'en avaient d'ailleurs jamais douté.

(1) Souligné par nous ; (2) Souligné par Maximilien.

Isère : 2^e Journée rurale
sur la coopération

Le dimanche 10 mai, de 9 h. 30 à 18 h., aura lieu, à la mairie de Saint-Pierre-de-Bressieux, la 2^e Journée rurale sur la coopération.

Matin : a) rappel de la journée du 23 février : quelques données sur la coopération agricole ; l'action des secteurs de la commercialisation sur la production agricole, aspects de l'intégration.

b) un exemple de coopération agricole : une coopérative locale : origine, objectifs, moyens, perspectives.

Comparaison avec une entreprise capitaliste concurrente de la coopérative. Quelle est la formule la plus avantageuse pour l'agriculteur ? Pourquoi ?

Conclusion : quelle doit être la dimension d'une coopérative ?

Jusqu'où doit aller une coopérative dans la transformation du produit agricole ?

Après-midi : 1) synthèse des travaux du matin ; 2) la démocratie à l'intérieur de la coopérative : rapports paysans-ouvriers, comparaison avec des expériences françaises et étrangères.

Renseignements pratiques : déjeuner sur place, prix modique.

Isère : Centre d'études
socialistes de l'Isère

Lundi 11 mai 1964 : débat sur la nouvelle classe ouvrière, à 20 h. 45, salle des Concerts, à Grenoble, avec Serge Mallet et Pierre Belleville, sous la présidence de Georges Boulloud.

Prenez note

La Fédération Seine-et-Oise du P.S.U. demeure au 8, rue Henner, Paris-9^e. Tél. : PIG. 36-06.

Carnet rose

Nos camarades Pivasset, demeurant à Alger, ont la joie de faire part de la naissance de leur fils Pierre.

Nous leur adressons nos félicitations et nos vœux.

Comité anti-colonialiste

Nous vous appelons à participer à la Soirée de Solidarité organisée le 8 mai 1964, par le Comité anti-colonialiste : Salle C - Mutualité, 20 h. 30.

Programme : Information sur la situation actuelle ; poèmes ; films.

LE BILLET DE JEAN BINOT

PROPOS INACTUELS

M. Mauriac du Bloc-notes est fâché contre Sirius, qui a légèrement, et même un peu plus, bousculé son idole. Il le serait davantage contre celui qui a écrit : « Il existe dans notre pays des traditions de servitude... Il y a des traditions d'asservissement politique, un besoin instinctif chez une partie de la démocratie, de résumer toute sa force en un homme pour la mieux sentir, une perpétuelle tentation d'aliéner sa liberté pour se donner dans la personne du maître fabriqué de ses mains un avant-goût servile du pouvoir. »

Et qui poursuivait : « Il y a des traditions d'asservissement social, une hiérarchie séculaire des personnages et des intérêts que la Révolution française a ébranlée sans la détruire parce qu'elle reposait sur les mœurs presque autant que sur les lois. »

Ces propos, où s'inscrit le délit de lèse-majesté, ne sont que de Jaurès et portent la date : 1889.

CARRELAGE - FAIENCE
MOSAÏQUE

Téléphone : BER 35-31
après 19 heures

LES ASSISES DE LA DEMOCRATIE

IL ne faut voir nulle perfidie dans le fait que « Tribune Socialiste » a attendu, pour en parler, le temps que se calment les remous, le temps du silence. Le phénomène « clubs » n'est pas de ceux qui se développent à la lumière des projecteurs, et l'on est mieux placé pour s'interroger à son sujet lorsque la pression de l'actualité a été réduite à sa vraie dimension.

« Assises de la démocratie », le titre était pompeux. On s'en est aperçu, on l'a dit, un peu tard peut-être. Le rassemblement de Vichy manifeste à la fois d'étonnantes naïvetés et une réalité très vivante.

Réunir onze cents personnes, qui voyageaient à leurs frais, en un lieu aussi excentré que Vichy n'était pas si facile. C'est une performance d'autant plus remarquable que, hors le cas de « Citoyen-60 », les clubs les plus importants sont enracinés chacun dans une seule ville : Jean-Moulin, à Paris ; Tocqueville, à Lyon ; « Démocratie Nouvelle », à Marseille. Au total, il est venu du monde de la France entière, les régions les moins représentées étant le Nord et l'Alsace.

Il y a donc incontestablement une réalité des clubs, née voici quelque cinq ou six ans. La rencontre de Vichy était marquée par l'enthousiasme de la consécration, la satisfaction de constater que l'entreprise tenait, que les assises faisaient recette au-delà même des espérances de leurs animateurs. Mais ces assises marquent en même temps la fin d'une adolescence, l'arrivée au niveau des responsabilités. On a dit, ici et là, que les clubs avaient rencontré leurs limites. Peut-être est-ce trop sévère : disons en tout cas qu'ils ont rencontré leurs vrais problèmes.

La réalité des clubs, telle qu'elle s'est révélée à Vichy, est très hétérogène. Certains sont des groupes d'études, d'autres des formations parasyndicales, la plupart des groupes de pression politiques localisés, aux allures de sociétés de pensée. On y trouve aussi des groupes dont le seul dessein est de provoquer le dialogue entre toutes les catégories de citoyens de ce pays et des associations d'éducation populaire, ces deux derniers types d'organisations se refusant à toute prise de position politique au sens strict.

Dans la généralité des cas, ces clubs sont nés de la volonté ressentie dans des milieux divers et notamment parmi les anciens des mouvements de jeunesse ou certains syndicalistes d'aborder les problèmes de la Cité en évitant la lourdeur du mécanisme des partis, et surtout en re-

fusant d'employer leur langage abstrait et leurs méthodes par trop procédurières. Pourquoi ne pas reconnaître que cette critique à l'endroit des partis était souvent justifiée, et que cette nouvelle approche des problèmes politiques nous aura valu beaucoup de travaux utiles, de recherches intelligentes, de propositions ou de projets plus fouillés que ce que font d'ordinaire les partis de gauche ?

Sur ce terrain, on s'est retrouvé, à Vichy. Bien que les rapports aient manifestement souffert du désir de « faire simple » et de mettre tout le monde d'accord, les discussions restèrent fort sérieuses, parfois arides. Dans certains cas, comme les problèmes de la démocratie dans la vie professionnelle et les structures régionales, la technicité de la réflexion a permis d'apporter des éléments utiles en évitant cependant de poser les problèmes les plus brûlants. Ainsi, la question de savoir si le syndicalisme doit avoir pour objectif principal la contestation, le contrôle ou la participation à la gestion n'est pas nettement abordée. De la même manière, le problème de la nature et des pouvoirs des assemblées régionales élues, ainsi que le problème de savoir si l'on peut envisager sérieusement une Europe autonome sur le plan économique en y incluant l'Angleterre et ce que cela implique comme sacrifices au libéralisme, tout cela n'est pas non plus évoqué.

Il ne convient guère d'être trop sévère sur ce point : depuis le temps que les partis prétendent avoir vocation à parler de tout, et considèrent comme de leur devoir de prendre position sur tout, ils ont aussi fait preuve de beaucoup d'irresponsabilité et d'impuissance.

Les clubs avaient donc quelques leçons de méthode, de précision, de sérieux dans le travail, et de modestie devant les problèmes, à donner aux partis. Voilà qui est fait.

★

Mais les assises de Vichy nous ont appris autre chose : leurs limites sont apparues plus nettement qu'eux-mêmes comme leur observateurs ne les attendaient.

En premier lieu, l'homogénéité de leur recrutement est, d'une certaine manière, une faiblesse. Cadres moyens, cadres supérieurs et professions libérales, telle est, limitativement, la population des clubs présente à Vichy. Dynamique, désintéressée, avide d'information, sympathique, cette population trop sûre d'elle-même ignore complètement qu'il existe d'autres couches sociales en France, et tous les dé-

bats se sont déroulés comme si le langage tenu avait vocation à être universellement reçu. On peut douter que paysans, employés, ouvriers, commerçants ou instituteurs acceptent facilement le langage des clubs comme le leur.

En second lieu, la politique est contraignante. La politique a ceci de commun avec la médecine qu'il ne suffit pas d'en parler pour en faire. Entre les études et la compétition directe pour le pouvoir, il y a un fossé immense qui est le drame des clubs. Certains animateurs de la rencontre de Vichy avaient vu dans la campagne Defferre un moyen de résoudre le problème par le sommet : derrière un candidat de grande notoriété, qui parlerait un langage neuf, mais précis, concret comme on l'aime dans les clubs, se ferait petit à petit l'apprentissage du combat politique, avant d'en venir à des choses aussi ternes que des compétitions municipales. Mais les choses n'ont pas tourné exactement comme le souhaitaient certains. Les syndicalistes de ce pays ne sont guère prêts à s'engager dans la présente conjoncture, le candidat est désespérément vague dans ses prises de position, et il reste très S.F.I.O. Tout ceci a été ressenti avec impatience, et le discours de clôture des assises a comporté une mise en garde très nette : les clubs ont, comme beaucoup d'autres avant eux, fini par remarquer qu'on ne pouvait s'engager que sur des propositions relativement nettes.

Le pas décisif vers la lutte politique n'est donc pas franchi. Notre sentiment est qu'il ne pouvait pas l'être dans la situation actuelle. Les clubs resteront donc soumis à cette contradiction fondamentale qu'ils se définissent par rapport à la vie politique, sans oser se donner les moyens de l'aborder franchement. On aurait pu relever leurs autres contradictions comme, par exemple, la vigueur des réactions devant les positions laïques. Mais ce n'est peut-être pas le plus important. Les assises ont fait apparaître les clubs comme une force politique, alors que beaucoup de leurs membres n'acceptent pas les servitudes correspondantes. Dans des organismes aussi peu structurés, aussi souples, cette contradiction deviendra vite insupportable. C'est le problème des clubs pour les années qui viennent. On peut le traduire autrement : il faut qu'ils choisissent clairement les solidarités qui les lient. L'ambiguïté leur est permise tant qu'ils ne sont que des groupes d'études. Au-delà, les choix sont douloureux.

Georges Servet.

Les étudiants du P.S.U., de la S.F.I.O. et l'U.E.C. ont tenu une conférence sur la démocratie et le socialisme

Une « conférence nationale étudiante » regroupant les étudiants de l'U.E.C., du P.S.U. et de la S.F.I.O. s'est tenue à Paris les 2 et 3 mai 1964. L'U.N.E.F. assistait à titre d'invité à cette conférence. Le P.S.U. était représenté par une délégation de 20 militants de Paris et de Province.

Une telle réunion comportait plusieurs risques : s'enfermer dans un dialogue historique sans rapport avec les problèmes réels qui se posent au mouvement ouvrier ; ou bien envisager une unité sans contenu politique et limi-

tée à des accords circonstanciés, et tactiques. Ces deux écueils ont été évités, et l'ensemble des questions posées par la nécessité d'élaborer une stratégie unitaire ont été abordées au cours des débats.

Nous citons dans cette page certaines des conclusions de la conférence : on peut remarquer que le texte politique issu de la commission universitaire, à laquelle participaient de nombreux militants syndicalistes, est le plus complet et donne aux trois organisations une ligne de réflexion d'action unitaire.

Texte politique issu de la Commission universitaire adopté par les trois organisations

La nouvelle révolution industrielle, marquée par le développement sans précédent des forces productives et suscitée par l'explosion scientifique et technique (automation, apparition de l'énergie nucléaire) a provoqué et continue de provoquer de profonds bouleversements dans la société et, par voie de conséquence, dans le milieu étudiant.

Le devenir professionnel des étudiants, leur situation de travail, rendent dès lors envisageable, non plus seulement le ralliement d'une minorité au combat de la classe ouvrière mais la participation active et consciente de leur grande majorité à la lutte pour le socialisme aux côtés des organisations de travailleurs.

La crise de l'Université

L'accroissement de l'importance relative des cadres et techniciens supérieurs par rapport aux autres salariés, la diminution du pourcentage des ouvriers, les nouveaux rapports de l'économie et de la science impliquent une politique de formation précise, planifiée et des moyens donnant un degré de qualification élevé et efficace. Aujourd'hui, l'Université telle qu'elle est n'est pas capable de remplir ce rôle et c'est le fondement de la crise qu'elle connaît, tant du point de vue quantitatif (accueil de centaines de milliers d'étudiants) que du point de vue qualitatif (formation dépassée par rapport à une profession qui a évolué dans le cadre des structures socio-économiques ou bien spécialisation de l'enseignement par rapport à une profession elle-même dépassée dans ce cadre socio-économique ou bien encore formation trop générale caractéristique de l'enseignement de l'université libérale).

Le passage du capitalisme monopoliste à l'étatisme monopoliste d'Etat, tentative générale de faire face aux problèmes posés par l'évolution de la société dans le sens du maintien et du renforcement d'une économie de profit, implique aussi une tentative d'adaptation de l'Université. Tel est le sens des réformes de structures et des réformes de programmes (cycles courts, réformes de médecine, I.N.S.E.).

Cette mutation de l'Université apparaît dans les réformes partielles et apparemment incohérentes, car elle rencontre la résistance, d'une part des structures universitaires jusqu'alors relativement autonomes, d'autre part des tenants de l'idéologie bourgeoise libérale qui se retrouvent aussi bien à l'Université que dans certaines sphères du pouvoir. Enfin l'absence de moyens nécessaires est un frein à cette transformation de l'Université.

Les organisations socialistes étudiantes peuvent, en partant de cette crise de l'Université, dévoiler par leurs actions les contradictions de l'Université et les relier à la contradiction fondamentale de la société capitaliste, et motiver l'engagement de la majeure

partie des étudiants dans le combat pour une société socialiste en posant les problèmes de leur devenir professionnel et de la transformation du statut des cadres d'exécution et des professions libérales.

Ainsi sont clairement différenciés les rôles de l'U.N.E.F. et des organisations politiques étudiantes. Le syndicat, organisation de masse, pose les transformations de structures de l'Université et du statut de l'étudiant à partir des contradictions ressenties par les étudiants, alors que les organisations socialistes étudiantes ont à dégager les contradictions fondamentales de l'Université et de la société et à avancer le socialisme comme réponse aux problèmes étudiants. Cela implique qu'elle définissent ce que peut représenter le socialisme pour les étudiants en tant qu'étudiants mais aussi en tant qu'intellectuels et futurs cadres. Ainsi est posée la nécessité d'une réflexion approfondie de nos organisations dans trois directions différentes.

Trois directions

1. — Analyser les modifications des rapports sociaux dans la société et définir la place des étudiants dans la lutte pour le socialisme. Pour ce faire, approfondir l'analyse des contradictions communes à l'ensemble du milieu étudiant telles qu'elles ont été décrites par l'U.N.E.F. et faire une analyse politique différenciée par discipline en fonction du devenir professionnel (exemple : motivations différentes pour le socialisme du futur cadre et du futur médecin, demain salarié).

2. — Etudier les contradictions de l'Université en liaison avec les contradictions idéologiques sociales, politiques et économiques du capitalisme.

3. — Elaborer une stratégie des luttes étudiantes posant explicitement l'exigence du socialisme, élaboration pouvant commencer par une critique politique de la stratégie de l'U.N.E.F. (exemple : analyse politique du budget de l'allocation d'études, analyse comparée du syndicat de masse intégré au travail et des aspirations des cadres à intervenir dans la détermination des objectifs de l'économie et de la recherche).

Cela implique un travail unitaire au niveau de la Faculté et une activité militante dans des structures syndicales de base, ainsi qu'un dialogue public avec les organisations syndicales professionnelles intéressées sur l'évolution de leur profession permettant de dégager une stratégie socialiste commune (exemple : recherche scientifique, jeunes médecins).

Ainsi est posée la nécessité d'un débat de fond entre les organisations socialistes sur les voies de passage au socialisme : problème des modèles intermédiaires, de la phase transitoire, de la prise du pouvoir et de l'organisation d'un Etat révolutionnaire.

KERGOAT :

(Etudiants P.S.U.)

PASSER A L'OFFENSIVE
CONTRE LE REGIME

PRENDRE le pouvoir aujourd'hui, cela veut dire le prendre à tous les niveaux ; cela nécessite des bouleversements radicaux de structures économiques qui ne peuvent déboucher que sur la construction du socialisme. C'est pourquoi nous estimons que la seule alternative au régime, c'est aujourd'hui l'alternative socialiste.

La délégation des étudiants du P.S.U. était composée de représentants des sections de Lille, Toulouse, Angers, Montpellier, Besançon, Strasbourg, Bordeaux, Rennes, Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble et des sections parisiennes des Facultés de Sciences, Droit et Sciences Economiques et de la Sorbonne.

En ce qui nous concerne, nous pensons au contraire qu'il est dès maintenant possible de passer à l'offensive contre le régime à tous les niveaux où le pouvoir réel se manifeste, qu'il est possible de se saisir de ses contradictions, d'y insérer les luttes ouvrières et de mettre le pouvoir sur la défensive.

Des objectifs intermédiaires

A des degrés divers, bien des problèmes qui touchent à l'Université peuvent également constituer des objectifs intermédiaires.

L'allocation d'études pour tous les étudiants, décernée sur critère universitaire, constitue actuellement un objectif susceptible de devenir la revendication de masse du milieu étudiant. Nous ne porterons nos luttes à un niveau supérieur, nous n'augmenterons la combativité des masses, nous ne dépasserons le stade des revendications quantitatives pour poser le problème du pouvoir que si nos luttes ne sont pas une succession d'échecs et que si des succès partiels font prendre conscience aux étudiants, comme aux travailleurs, de l'efficacité de leur action, chaque

victoire obtenue doit découvrir de nouveaux objectifs et faire prendre conscience de la nécessité de nouvelles luttes, chaque action de masse doit aboutir à la création de contre-pouvoirs autonomes par rapport au système, et qui peuvent servir de plate-forme d'où partiront des luttes ultérieures d'un niveau plus élevé, s'attaquant aux structures mêmes du régime.

Chaque conquête doit prendre sa signification dans une perspective d'ensemble qui implique la prise du pouvoir, et le changement de régime.

Le Front socialiste

Alliance des partis se réclamant du socialisme, liaison avec les organisations syndicales, le Front socialiste, c'est pour nous l'unité des travailleurs.

A ce mouvement, les étudiants sont de toute évidence partie prenante. Non seulement parce que les intellectuels en général auraient de graves raisons idéologiques pour rallier le camp démocratique plus profondément, les conditions de leur travail universitaire, l'aliénation qu'ils subissent dans la société capitaliste, et pour une grande partie d'entre eux, l'insertion qui sera la leur dans le processus économique, amènent de plus en plus les étudiants à voir que les seules solutions à leurs problèmes se situent dans la perspective du socialisme. et font d'eux, dans leur ensemble, les alliés potentiels de la classe ouvrière.

Les travaux de la commission internationale ont permis de dégager un large accord entre l'U.E.C. et le P.S.U. sur la nécessité d'une lutte pour le retrait de la France de l'O.T.A.N. et pour une Europe neutraliste. Bien évidemment, sur de tels objectifs, les délégués de la S.F.I.O. ont mis de vives réserves.

D'autre part, les représentants des trois organisations, dans le cadre d'une discussion sur les problèmes posés par la décolonisation, ont décidé une lutte commune pour la reconnaissance du fait national antillais.

Et nous avons déjà, je crois, de larges points d'apports en ce qui concerne la définition d'une stratégie commune. Il me reste à souhaiter que nous puissions, à notre niveau, aller bientôt plus loin que l'unité d'action, et poser le problème de l'unification des forces socialistes, à l'Université, d'abord.

ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

La "première édition vraiment complète" Paris Match

3 magnifiques volumes 21 x 27, épaisseur 6,5 cm, de 1800 pages environ, relié pleine toile, tranche dorée à l'or fin.

- ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES
- ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES
- ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES.

Chaque volume peut être vendu séparément mais, afin de profiter des conditions exceptionnelles (à partir de 13,50 F par mois le volume) offertes à nos lecteurs pour quelques jours encore, hâtez-vous de nous adresser le bon ci-dessous pour recevoir une documentation gratuite.

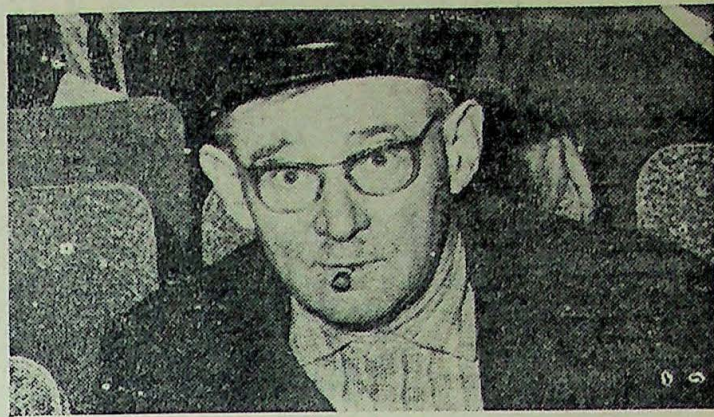
BON à adresser à : Librairie PILOTE, 30 rue de Grenelle, Paris 7^e.
Veuillez m'adresser je vous prie sans engagement de ma part, une documentation gratuite concernant les Œuvres Complètes de VICTOR HUGO.

Nom Profession

Adresse T.S. 11

Signature

LA CRISE CHEZ LES CHAUFFEURS DE TAXI: POURQUOI ?



(Photo Agip.)

LES chauffeurs de taxi font partie du folklore de toutes les villes, en particulier à Paris où la profession compta pendant longtemps parmi ses membres de nombreux émigrés russes souvent titrés et qui furent célébrés par Kessel dans son livre « Nuits de Prince ».

Actuellement, les temps ayant changé, le chauffeur de taxi passe un examen de capacité, de connaissance des itinéraires, et est devenu un salarié s'il travaille pour une compagnie; c'est le cas de vingt-cinq pour cent, un artisan s'il travaille à son compte.

Le nombre des chauffeurs de taxi étant limité, il faut que l'un prenne sa retraite ou décède pour qu'un autre puisse lui succéder. Le « carton » ou autorisation ne doit pas se vendre, et le successeur se présente avec l'ancien pour affirmer à la Préfecture que le précieux « carton » lui est donné gratuitement, ce qui est faux, et tout le monde le sait.

Les raisons de la grève actuelle

Un projet de modification de la loi du 13-4-37 est actuellement à l'étude au ministère de l'Intérieur, et bien qu'il ne soit qu'en partie connu, on sait qu'il est question d'augmenter la durée du temps de roulement.

Ce temps de roulement est actuellement à dix heures pour les compagnies et à onze heures pour les artisans. Les heures doivent être faites consécutivement. Au contraire, le projet prévoit une coupure. Le succès de la grève prouve que les chauffeurs sont attachés à l'ancien système.

Les conditions actuelles de travail et les rémunérations

Pour neuf ou dix heures de travail avec un arrêt casse-croûte d'une demi-heure, que gagnent les chauffeurs de taxi ?

Les salariés sont payés un franc par jour plus le quart de la recette du compteur. Il faut considérer que quatre-vingt-dix F constituent une bonne recette.

Ajoutons les pourboires, environ douze pour cent, bien que facultatifs. Le salaire devient donc de trente F par jour de travail, soit environ trois francs trente de l'heure, ce qui est peu.

Les artisans sont dans une situation meilleure.

De la recette de quatre-vingt-dix francs, il faut retirer les frais: assurances, amortissement du prix de la voiture, réparations, essence, soit au total quarante francs; restent cinquante francs. N'est pas artisan qui veut; il faut d'une part payer le fameux « carton » quand on le trouve, et acheter la voiture; la mise de fond, on le voit, est donc

assez considérable et est seulement possible grâce au crédit dans une proportion importante des cas.

Position et propositions du syndicat des cochers et conducteurs

Le syndicat des cochers et conducteurs préconise pour les employés des compagnies un salaire de base décent et, en contrepartie, une diminution de la ristourne sur les recettes, plus les pourboires. Pour les artisans, le rétablissement de la détaxe sur l'essence qui permettrait de « rabattre » davantage, c'est-à-dire de marauder au lieu de stationner. Cette détaxe sur l'essence a été supprimée par Laval, et il n'a jamais été possible de l'obtenir de nouveau.

Il est bon de savoir que le contrôleur des contributions évalue à dix pour cent du salaire déclaré le montant des pourboires. Le syndicat fait remarquer qu'en 1950, un plan d'aménagement avait vu le jour, d'autres l'ont remplacé, nous le savons, qui sont restés lettre morte, et qui prévoyait de grands parkings aux portes de Paris, un élargissement des voies, la construction de vingt-cinq km de voies souterraines, le déplacement des halles et des gares.

Les doléances des usagers

Les usagers constatent que les chauffeurs de taxi aiment bien les petites courses aux heures de pointe et les grandes aux heures creuses, et qu'ils manifestent souvent une certaine mauvaise volonté lorsque l'inverse leur est demandé.

Les banlieusards se plaignent de ne trouver que très difficilement un taxi qui veuille bien les ramener

chez eux le soir, et particulièrement après zéro heure.

Tout le monde constate que si les taxis sont légions entre quatorze et dix-huit heures, il est très difficile d'en trouver un entre dix-huit et vingt heures, et l'argument des places de stationnement qui rétrécissent comme une peau de chagrin et ne permettent pas d'avoir de « réserves » ne touche que peu, pas davantage, le fait que matériellement parlant, le taxi qui charge à l'Opéra ou aux Champs-Élysées à 18 heures 10 n'a pas le temps de revenir une deuxième fois dans le centre, à moins de trouver immédiatement un client qui l'y ramène, et encore, il n'y sera que vers 19 heures 30 au mieux.

L'usager sait en effet que certains chauffeurs préfèrent ne pas faire l'heure de pointe dans le centre, considérée comme peu rentable: vitesse moyenne de huit km à l'heure, dépense d'essence supplémentaire non négligeable.

Le problème du chauffeur de taxi s'inscrit donc dans ceux plus vastes de la circulation parisienne, de l'artisanat et de son avenir.

Perspectives d'avenir

L'industrie automobile fait vivre une grosse quantité de travailleurs qui deviennent automobilistes à leur tour, et il est normal que la proportion de propriétaires d'automobiles augmente; or, actuellement, cent mille véhicules nouveaux sont mis en circulation chaque année dans le département de la Seine.

Il saute aux yeux que les différents plans ne tiennent pas compte de ces chiffres, et que les travaux envisagés ne seraient que des palliatifs qui n'auraient d'autre résultat que de maintenir pendant peu

de temps encore une sorte de « statu quo ».

Le problème de la circulation étant aussi, pour ne pas dire avant tout, conditionné par le stationnement, il faut que des garages souterrains ou en hauteur soient prévus. Il est nécessaire que les nouveaux immeubles construits soient obligatoirement prévus avec un nombre de garages correspondant sur un ou deux sous-sols; il faut remarquer que cette solution amène automatiquement l'insonorisation des appartements, ce qui ne sort pas du cadre de cet article, car le problème de la circulation est aussi un problème de bruit; au-delà d'un certain seuil diurne comme nocturne la vie n'est plus possible.

Le dégagement des trottoirs étant en partie assuré, il devient possible de multiplier les microbus, de faire des itinéraires rapides et réservés, soit par des couloirs, soit par des voies réservées.

Les taxis actuels ne pourront subsister qu'en nombre limité, et destinés aux gens qui ne savent pas conduire ou ne peuvent plus conduire. En effet, la solution de l'avenir pourrait bien être celle du micro-taxi (genre Fiat 500, et même plus petit) sans chauffeur. Pour que ce système soit valable, il en faut un nombre assez considérable et que le prix en soit abordable, tout en étant supérieur nettement au tarif des transports en commun.

Le taxi actuel deviendra alors un objet anachronique, comme le fiacre, un souvenir, le témoin d'une époque révolue, et pour certains qui, tout en applaudissant le progrès, constatent qu'il va avec une standardisation, une « robotisation » parfois pénible: un regret.

Pierre BOURGEOIS.



Pour une augmentation des tarifs.

(Photo Agip.)

rant : « les seuls historiques sont ceux qui ont versé leur sang pour la Libération... ceux qui aujourd'hui à la sueur de leur front et dans l'anonymat travaillent patiemment à reconstruire le pays. »

Le chemin ainsi déblayé, ce sont les véritables problèmes, les grandes options fondamentales d'ordre social et politique qui sont apparus au centre des préoccupations. Affirmer que ce débat a eu lieu en toute clarté, à visage découvert, serait sans doute inexact.

Les invités et les journalistes présents à la séance inaugurale n'ont pas manqué d'enregistrer certaines réactions de la salle pendant le discours de Ben Bella. Les passages les plus significatifs en faveur de l'option socialiste et l'autogestion recevaient l'adhésion enthousiaste de la majorité des délégués tandis que l'on observait le silence de certains flots qui en disaient long.

Retour massif des anciens chefs de willayas

Il ne semble pas, pourtant, que l'on ait tenté de s'opposer de front aux solutions socialistes avancées par le programme. On a préféré porter l'attaque sur un sujet qui pouvait rencontrer un certain écho dans les larges masses populaires et parmi les couches les plus déshéritées. Le cheikh Brahimi, président des Oulémas, avait donné le ton en faisant distribuer en ville un tract qui disait : « Les gouvernants ne paraissent pas réaliser que notre peuple aspire avant tout à l'unité, à la paix, et que les fondements théoriques de leur action doivent être puisés, non dans les doctrines étrangères, mais dans nos racines arabo-islamiques. »

Une forte pression traditionnelle s'est donc fait sentir au travers de maintes interventions de délégués réclamant un attachement plus affirmé à la filiation arabo-islamique et le respect des préceptes religieux. L'émancipation des femmes fut également mise en cause. Ben Bella dut tenir compte de ces interventions et les amendements apportés aux thèses de la commission préparatoire s'en ressentent également, sans toutefois, qu'aucun point essentiel n'ait été remanié profondément.

La confrontation ne s'est pourtant pas limitée à ce seul domaine. Nombre d'autres sujets brûlants ont été débattus et le colonel Boumediène a eu, en particulier, à faire face à de graves reproches.

Mais la bataille la plus serrée s'est déroulée autour de la composition du Comité central puis du Bureau politique. Le fait le plus marquant a été le retour massif des anciens chefs de willayas et de certaines personnalités qui se trouvaient, il y a peu de temps, dans l'opposition.

Les anciens membres du G.P.R.A., quels qu'ils soient, étaient par contre radicalement écartés ainsi que certains jeunes intellectuels marquants relégués dans des postes d'ambassadeurs.

La résistance plus ou moins larvée qui s'est manifestée est la réplique, somme toute naturelle, à l'annonce d'une intensification de la lutte de classes contenue dans le programme soumis au congrès et proclamée dans le discours introductif de Ben Bella. Cette intervention remarquable, solidement charpentée, mérite de retenir notre attention. Elle constitue une sorte



(Photo A.P.S.)

CE congrès tant attendu ne pouvait, en tout état de cause, résoudre tous les problèmes en suspens. Cela vaut pour les grandes options de l'Etat comme pour le destin du F.L.N. Ce sont les efforts qui seront entrepris au lendemain du congrès, dans les mois à venir, qui seront décisifs.

Les observateurs ont été surtout frappés par un certain décalage entre le programme adopté et la com-

position des organismes dirigeants chargés de mettre ces mesures en application. On y décèle le souci d'associer les tendances, les couches les plus diverses, d'établir un équilibre propre à neutraliser certaines forces. Mais on peut se demander si les cadres des luttes passées seront les animateurs les plus clairvoyants du combat pour le socialisme ; si cette direction savamment dosée sera capable de faire

preuve de dynamisme et d'animer une action cohérente.

Il est à coup sûr plus facile de poser ce genre de questions que de les résoudre. Un parti socialiste révolutionnaire de masse ne se construit pas du jour au lendemain. A plus forte raison lorsque ce parti en création doit assumer en même temps la responsabilité du pouvoir et mener à bonne fin une révolution. Il est difficile de faire abstraction des cadres qui ont émergé au cours des luttes précédentes, tant qu'une nouvelle sélection ne s'est pas faite jour, au travers de la lutte des classes et de l'expérience de l'autogestion.

« Que ce congrès soit un nouveau 1^{er} novembre : celui du socialisme », s'est exclamé Ben Bella à l'ouverture des travaux. C'est, en effet, un nouveau départ, un grand départ, dont nul socialiste ne saurait négliger l'importance.

Le F.L.N. a choisi le socialisme révolutionnaire. Son nouveau programme prévoit la réalisation de la révolution socialiste dans les termes les plus concrets quelles que puissent être, par ailleurs, les lacunes, les faiblesses ou les erreurs que comporte ce document.

Une telle transformation du mouvement national prend forcément un certain temps et comprend certaines étapes. Elle ne peut être considérée comme achevée à l'issue du congrès qui était une assemblée de transition.

Mais tel qu'il était ce congrès constitue un apport extrêmement positif. Ceci, tout d'abord, parce qu'il a permis, enfin, une large confrontation — la plus importante qu'il n'y eut jamais — des courants algériens. L'explication a eu lieu, semble-t-il, en toute franchise, sans trop de ménagements mais sans violence inutile. Elle a permis à des éléments dispersés le plus souvent ou séparés par des préjugés, de se côtoyer, de mieux se connaître.

On a dit de ce congrès qu'il était préfabriqué. L'argument n'est pas exact. Bien entendu la proportion des textes soumis à la discussion avait été faite par le Bureau politique et la commission chargée des études préparatoires. Mais la discussion était ouverte et les hommes en désaccord avec le gouvernement (Ben Khedda, Boudiaf, Rabah Bitat, Khidder, etc.) pouvaient, au sein du congrès, venir exprimer les raisons de leur opposition.

Il se peut que cela n'ait rien changé aux résolutions finales de la majorité mais cela était possible et nous pensons que ceux qui ont choisi l'abstention n'y ont rien gagné.

Un autre fait important à enregistrer c'est le dépassement des litiges et déchirements anciens. Ce débat ne pouvait que perpétuer la confusion et engendrer de faux cli-

Ben Bella y a mis fin en déclara-

Conférence sanitaire sur la situation et l'organisation de la médecine en Algérie

Une conférence sur la situation sanitaire et l'organisation de la santé en Algérie s'est tenue récemment à Paris, à l'initiative de la Commission médicale de l'Association d'Amitié, Solidarité franco-algérienne, et sous la présidence de notre ami le docteur Paul Court.

Le docteur J. M. Krivine rappela d'abord les principales activités de la Commission médicale de l'A.S.F.A. qui groupe médecins, étudiants en médecine et membres des professions para-médicales :

- formation des responsables sanitaires ruraux ;
- participation à l'élaboration de l'école de Médéa ;
- réception et prise en charge de stagiaires-anesthésistes à Paris ;
- relations avec le bureau de l'Aide non gouvernementale à Alger, pour l'orientation optimum des candidats à un travail dans le secteur sanitaire.

Puis, le docteur Memmeri, délégué du ministère des Affaires sociales d'Algérie, brossa à grands traits le tableau de la situation sanitaire en 1964, qui reste sérieuse (grand nombre de tuberculoses, d'avitaminoses, de trachomes, etc.).

Cette situation s'est cependant très notablement améliorée par rapport au second semestre de 1962 (par exemple, le nombre de médecins qui était alors de 600 pour toute l'Algérie, est passé à 1.319, dont 285 algériens et 1.034 étrangers). Mais les responsables sanitaires algériens se sont penchés sur ce problème avec la volonté farouche d'en sortir à moyen terme, en se fondant sur les principes suivants :

1°) Orientation prioritaire de la médecine vers la prévention et l'éducation sanitaire des masses (en particulier en milieu féminin et en milieu scolaire) ;

2°) Formation de techniciens sanitaires en 3 ans, susceptibles de rendre des services rapidement en pratique médicale courante et dans les domaines indiqués ci-dessus (école de Médéa) ;

3°) Formation aussi nombreuse que possible d'auxiliaires médicaux (infirmiers, infirmières, aides soi-

gnantes, responsables sanitaires ruraux, secouristes) ;

4°) L'organisation sanitaire de base est la circonscription rurale, comportant un Centre de Santé (avec médecin ou technicien sanitaire), une maternité (avec sage-femme ou aide sage-femme).

La circonscription est subdivisée en secteurs dont la responsabilité est confiée à un infirmier. Elle peut elle-même diriger les malades importants sur l'hôpital départemental.

Cette Organisation vise à pallier l'inégalité qui a toujours existé au détriment du secteur rural et réaliser dans un délai moyen une densité médicale de 1 médecin pour 5.000 habitants (France : 1 médecin pour 1.000 habitants). En attendant le recrutement régulier des médecins de circonscription, il est envisagé un Service civil obligatoire qui toucherait les jeunes médecins algériens.

Les chantiers de volontaires de l'été 1964

De nombreuses possibilités de travail volontaire se présentent cet été pour les étudiants en fin de scolarité (médecins, pharmaciens, dentistes, infirmiers, laborantines, sages-femmes, manipulateurs, secrétaires, etc.) ; en particulier, la Commission médicale de l'A.S.F.A. organise le recrutement pour l'encadrement sanitaire des chantiers de volontaires internationaux qui participeront à l'aménagement de la région du barrage d'Oued-Fodda, près d'Orléansville. Outre la surveillance sanitaire des participants, il est prévu une participation aux activités normales de la circonscription sanitaire correspondante, ainsi que la formation de secouristes et d'hygiénistes ruraux.

D'autre part, sont également organisés : des remplacements à l'Hôpital-école de Médéa ; une formation de moniteurs algériens (hygiénistes et secouristes) à Skikda (ex-Philippeville).

Pour inscription et renseignements, prière de s'adresser au secrétariat de la Commission médicale de l'A.S.F.A., 41, rue de Léninograd, Paris (8^e).

Le socialisme ne s'imposera pas par de nouvelles luttes

de la déclaration de guerre aux forces bourgeoises et à la bureaucratie — y compris celle du F.L.N.

C'est en premier lieu à ce problème de la reconstruction du F.L.N. en parti homogène, nettement défini sur les plans social et politique, épuré des éléments douteux et des tares bureaucratiques, solidement implanté parmi les travailleurs des villes et des champs que se consacre le discours de Ben Bella. Il proclame la nécessité d'une épuration et avance que doivent être chassés du parti les éléments exploités, les carriéristes et les opportunistes qui utilisent le parti à des fins personnelles. Un maximum de traitement sera fixé pour les militants et les cadres du parti employés dans l'organisation ou l'administration de l'Etat. Une déclaration sera demandée aux responsables du parti et de l'Etat, à tous les échelons sur les biens acquis depuis novembre 1954.

Afin d'améliorer la composition sociale du parti il est fixé pour règle générale, au cours de cette année, de n'accepter au parti que les adhésions de paysans pauvres et d'ouvriers.

Il faut rappeler en outre que, conformément aux statuts, des élections démocratiques doivent avoir lieu à tous les échelons du parti pour la désignation de nouveaux responsables. Ces statuts prévoient également, et Ben Bella a souligné ce principe, que la majorité des membres du parti au niveau de la direction, c'est-à-dire du Comité central et du Bureau politique, doivent être en dehors de l'Etat. Ce point revêt dans l'immédiat une certaine importance car il laisse prévoir un remaniement ministériel assez ample qui pourrait, éventuellement, compenser l'équilibre des personnalités et des tendances issues du congrès.

Le second volet de l'offensive annoncée par Ben Bella a trait à la seconde réforme agraire. Elle touchera les gros propriétaires et certains moyens propriétaires algériens dont une grande partie des domai-

nes seront confisqués en vertu d'une loi fixant une limitation de la propriété. Le volet économique prévoit, en outre, une planification démocratique à court ou moyen terme devant être mis en œuvre prochainement.

Le troisième volet concerne l'Etat. Dans le cadre d'une offensive contre la bureaucratie il est prévu une réforme de l'administration qui doit être adaptée aux tâches de la révolution socialiste dont le fondement est l'autogestion. Le secteur autogéré doit être protégé, élargi sans cesse, doit devenir majeur et prépondérant. L'Etat doit être assaini à la base par un pouvoir communal populaire où les entreprises autogérées seraient représentées.

L'Etat, affirme avec force Ben Bella, ne sera pas un arbitre au-dessus des classes favorisant en fait l'ordre bourgeois. S'il doit y avoir arbitrage il s'effectuera toujours en faveur du courant révolutionnaire.

D'autres congrès populaires sont annoncés. Celui des petits paysans, celui des femmes, celui de la jeunesse. En ce qui concerne les syndicats, Ben Bella a tenu à souligner leur fonction primordiale et à condamner les méthodes qui consistent à s'imposer d'en-haut et à faire des syndicats une simple courroie de transmission. On revient là sur des errements malheureux et des initiatives regrettables.

On comprendra mieux à la lecture de ces déclarations et des actes irrévocables, annonciateurs d'une révolution ininterrompue qui exclut toute pause, les résistances d'ordre divers qui se sont manifestées à l'intérieur et autour du congrès et qui laissent prévoir de nouvelles tensions et de nouvelles crises.

Les mois qui viennent seront décisifs. Les « forces obscures » parviendront-elles à enrayer le développement révolutionnaire en prenant appui sur l'hétérogénéité de l'équipe dirigeante ou l'initiative des masses permettra-t-elle d'aller dans le sens de l'application du programme du F.L.N. ?

A. Durez.



(Photo A.F.S.)

Les déclarations de BEN BELLA sur les voies du socialisme

La réforme agraire

Il faut parler maintenant de la réforme agraire ou du moins de la seconde réforme agraire.

Cette seconde réforme agraire, donc, nous devons la concevoir comme le moyen d'intégrer plus étroitement les petits paysans et les paysans sans terre à la vie économique et politique du pays. Il s'agit d'une étape qui permettra non seulement d'assurer une répartition plus équitable du revenu national, mais aussi de développer la production, mais aussi d'accroître le clivage entre les forces révolutionnaires et ce qu'on a nommé les forces obscures. De cette obscurité, d'ailleurs, nous faisons notre affaire. Nous trouverons le moyen d'enlever les voiles et d'éclairer tout ce qui doit être éclairé. La réforme agraire est justement un de ces moyens.

Il existe encore en Algérie 8.500 exploitations privées disposant chacune de plus de 100 hectares et 15.000 exploitations de 50 hectares.

Ces 23.800 exploitations couvrent près de quatre millions et demi d'hectares alors que les sept millions d'hectares restants sont répartis entre plus de 600.000 exploitations. Deux millions de fellahs sont réduits au chômage, ou à un sous-emploi ressemblant fort à un chômage total alors que la plupart des grands propriétaires ne visitent leurs domaines que pour voir si la récolte a été bonne ou pour encaisser les redevances des fermiers. L'Algérie révolutionnaire ne peut pas ne pas répondre à cette situation qui débouche sur une sous-exploitation des grands domaines et une surexploitation des terres dont disposent les petits paysans, qui débouche sur la non utilisation des richesses humaines du pays, qui débouche enfin sur le contrôle d'une importante partie du revenu national par une poignée de privilégiés. Faire la révolution, c'est ne pas hésiter à s'attaquer aux privilèges quels que soient ceux qui les détiennent. Ainsi notre projet de réforme agraire prévoit la limitation de la propriété et ne touchera que les gros propriétaires et certains propriétaires moyens.

L'autogestion : une option fondamentale

J'en arrive à un autre problème, à la fois politique et économique. Il s'agit de l'autogestion. Il faut que chacun comprenne que cette forme de gestion a été conquise de haute lutte par les travailleurs et qu'elle a davantage fait pour le rayonnement de l'Algérie que toutes les déclarations et les discours sur la révolution et le socialisme. Indépendamment de toutes les critiques qu'on peut faire, et il y en a de justifiées, c'est grâce aux travailleurs que les terres ont été cultivées, c'est grâce à eux que les usines ont été remises en marche malgré l'absence d'une aide financière, technique et autre de la part de l'administration qui était alors totalement désorganisée. C'est pour cette raison que l'autogestion est et demeurera pour nous une option fondamentale. La réduire, comme le veulent certains, à un simple droit des travailleurs d'être consultés de temps à autre, c'est en faire un simple contrôle ouvrier et ravalier les travailleurs, dans les faits, au rôle de simples salariés de l'Etat. Mais l'autogestion n'a pas seulement des adversaires en dehors de l'entreprise, elle en a aussi au dedans. Il nous faut lutter contre les comités de gestion ou les présidents de comité qui se mettent au-dessus des travailleurs et agissent comme de nouveaux patrons, adoptent leur style de travail et refusent le contrôle de l'assemblée ou du conseil des travailleurs.

Le potentiel révolutionnaire de la jeunesse et des femmes

Si la tendance à opposer les jeunes aux vieux n'est pas juste, la tendance à écraser les jeunes sous le poids des arguments d'autorité est également à rejeter. Si nous travaillons sans trop de précipitation, si nous cherchons à comprendre l'origine des aspects défectueux de la jeunesse pour y porter remède avec elle et non en dehors d'elle, nous aurons dans quelques années une génération de militants d'un genre nouveau, la génération des bâtisseurs du socialisme.

Il en va de même pour l'Union des Femmes. La libération de la femme n'est pas un aspect secondaire qui se surajoute à nos autres objectifs. Elle est un problème dont la solution est un pré-

table à toute espèce de socialisme. La situation de la femme fait d'elle une force révolutionnaire inépuisable. La guerre l'a suffisamment démontré. Il ne s'agit pas pour nous de mettre seulement la femme sur un pied d'égalité avec l'homme sur le plan du droit, il faut aussi et surtout la faire participer pleinement à tous les aspects de la vie. Notre parti ne doit pas accepter que la société algérienne soit amputée de moitié. Dans le cadre des valeurs morales de notre peuple, l'UNFA doit rassembler les femmes, progresser et se soustraire à l'influence des salonnardes et des dames patronnesses. Elle doit devenir une force vivante animée par des militantes jeunes, des travailleuses de la campagne et de la ville rompues à la lutte systématique contre les préjugés sociaux qui tendent à faire de la femme un être mineur.

Le rôle primordial des syndicats

Il nous faut d'abord noter le rôle primordial des syndicats paysans et ouvriers dans la construction du socialisme. Jusqu'à présent nous n'avons pas accordé une attention suffisante à leurs problèmes. Mieux, dans beaucoup de milieux, on les a assimilés purement et simplement au reste des organisations de masses. C'est là une conception fautive. D'ores et déjà nous devons mobiliser tous les travailleurs membres du parti, leur expliquer l'importance des syndicats et la nécessité d'y adhérer. La valeur du travail accompli par les syndicats dépend de la défense des intérêts économiques et culturels des travailleurs et aussi de leur aptitude à favoriser l'augmentation de la production et de la productivité. Les organisations du parti doivent demander l'avis des membres du parti qui militent aux syndicats chaque fois qu'elles auront à examiner des problèmes concernant les masses ouvrières. Le rayonnement de la politique du parti dans les syndicats est étroitement lié à la capacité de nos militants de résoudre les problèmes concrets posés par les ouvriers. Ce n'est pas le prestige du parti qui donnera une audience à nos militants dans les syndicats, c'est leur travail qui doit accroître le prestige du parti.

Il faut en finir avec les méthodes qui consistent à s'imposer d'en haut et à faire des syndicats une simple courroie de transmission. Il faut conquérir la place par une lutte patiente et obstinée, une explication constante de la justesse de la politique du parti. Le parti doit choisir ses responsables syndicaux parmi les éléments qui travaillent. Eux seuls peuvent trouver un contact rapide avec les larges masses ouvrières. A l'heure actuelle la tâche principale des syndicats est d'aider à la consolidation du secteur autogéré et de s'occuper en priorité des ouvriers saisonniers.

Un parti révolutionnaire, un parti démocratique

C'est ici le lieu de dire que si l'unité du parti est une condition essentielle du succès, elle ne va pas sans dangers. Il faut que nous soyons particulièrement vigilants à ce sujet et que nous empêchions le parti de devenir un instrument docile, bon pour la claque, un groupement de bœuf-oui-oui, ou un monstre qui asservirait le peuple. Pour éviter de tels dangers, il faut que s'imposent dans les faits les méthodes démocratiques qui garantiront d'une part la liberté de discussion et de critique au sein des organisations du parti et d'autre part un dialogue permanent avec les masses.

Dans le combat pour l'application du socialisme, une ligne juste ne suffit pas. Il n'y a pas de succès spontané. Tout se réalise dans une lutte acharnée pour l'application de la ligne du parti. Le refus de tenir compte des conditions subjectives, de se livrer à un travail lent et patient de persuasion débouche inexorablement sur l'isolement du parti. Ceux qui se réclament en permanence de leur passé pour se mettre au-dessus des masses, donnent une fausse idée du parti, détruisent les bases de sa discipline et limitent son audience. Notre devoir est de les aider à corriger leurs erreurs, de leur montrer que militer est une servitude et non un privilège...

...D'autres questions doivent retenir notre attention d'une manière particulière. Il s'agit de l'élargissement de la cellule, de la composition sociale du parti, du rôle des cellules d'entreprises, de la cohésion du parti. Jusqu'alors, notre vision du parti d'avant-garde était restée limitée. L'importance de la cellule comme noyau décisif de la liaison entre le parti et les masses nous échappait.

SYNDICATS ET PLANIFICATION DEMOCRATIQUE

AU cours du dernier colloque socialiste a été présenté un rapport de J. Luciens, du club Citoyens 60, sur le degré d'engagement des syndicats dans la planification. La discussion qui a suivi a fait apparaître entre les syndicalistes présents certaines différences d'appréciation sur cette importante question, notamment entre Albert Detraz, secrétaire confédéral de la C.F.T.C. et Pierre Le Brun qui a pourtant défendu à la C.G.T. l'idée de la planification démocratique.

Il est vrai que cette notion elle-même tend à devenir une sorte de tarte à la crème, comme le remarquait au dernier congrès confédéral de la C.F.T.C. Gilbert Declercq, auteur du rapport sur ce sujet présenté au congrès de 1959. On comprend que les syndicats ne puissent s'engager dans la planification qu'autant que celle-ci réponde à un certain nombre de conditions conformes à leurs objectifs essentiels.

Les conditions d'une planification démocratique

Il est clair que la planification actuelle est avant tout l'œuvre du grand patronat et de la technocratie d'Etat. On peut même dire qu'elle est remise en question par la « débudgétisation » des investissements à laquelle procède le pouvoir gaulliste.

Une véritable planification démocratique ne pourra être instaurée que par une coalition des forces de gauche arrivant au pouvoir. Mais les syndicats ne pourront soutenir celle-ci et s'engager à participer au Plan que s'ils ont contribué à définir, avec les partis politiques, les réformes qu'implique une telle planification. Nous voulons parler à la fois des organisations ouvrières et des organisations paysannes, même si ces dernières sont moins directement concernées, en raison des difficultés qu'il y a à planifier l'agriculture.

Il est évident qu'une planification ne peut être efficace sans un certain nombre de réformes de structure, en particulier sans une décentralisation des investissements essentiels permettant d'opérer les choix nécessaires, d'où la nécessité de la création d'une Banque nationale des investissements. D'autre part, en fonction des exigences du Plan, il sera indispensable de procéder à de nouvelles nationalisations concernant les secteurs de base de l'économie : sidérurgie, pétrole, électronique, etc.

La réalisation d'une planification démocratique implique également des réformes d'ordre institutionnel comportant notamment une participation

accrue des syndicats aux organismes du Plan et l'instauration d'un Parlement doté de pouvoirs réels devant lequel pourraient être discutées les grandes options dont dépend l'avenir économique du pays. A côté de l'Assemblée nationale, qui devrait pouvoir contrôler l'exécutif, serait mis en place un Conseil économique et social renoué (remplaçant le Sénat), représentant les différentes catégories de producteurs en fonction de leur importance démographique et pouvant faire des propositions de loi (conformément aux recommandations du colloque sur la planification démocratique de 1962).

Par ailleurs, il n'y a pas de planification démocratique sans décentralisation. Celle-ci devrait naturellement intervenir au plan de la région (les régions économiques étant ramenées à huit ou dix). Les préfets de région ne devraient plus disposer de pouvoirs discrétionnaires. D'où la nécessité de créer des assemblées politiques régionales et des conseils économiques régionaux.

En outre, il va de soi qu'une marge d'autonomie doit être laissée aux entreprises dans le cadre de la planification nationale et régionale, les syndicats devant participer également aux décisions, ce qui implique à la fois la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et l'accroissement des pouvoirs des comités d'entreprise.

Mais toutes ces réformes seraient sans doute insuffisantes pour entraîner l'adhésion des syndicats, si n'étaient pas définis, parallèlement aux objectifs économiques du Plan, des objectifs sociaux et si une marge de contestation n'était pas laissée aux organisations de producteurs.

La définition des objectifs sociaux sera un des aspects les plus importants de la discussion préalable à laquelle participeront les syndicats ; ils concerneront notamment la progression des salaires (en particulier du S.M.I.G.), la réduction de la durée du travail, la construction de logements, l'équipement sanitaire et social.

Une politique des revenus est naturellement le complément d'une planification véritable. C'est ainsi que les Trade-Unions britanniques acceptent une telle politique au cas où les travaillistes reviendraient au pouvoir et perfectionneraient la planification instaurée par le gouvernement conservateur.

Cependant cette politique des revenus doit avoir un caractère suffisamment général pour permettre la conclusion de conventions collectives-cadres au niveau des branches d'industrie, des accords particuliers pouvant être conclus au niveau des entreprises.

Il n'est pas vrai que la planification de l'économie doive entraîner la suppression de tout pouvoir de con-

testation de la part des travailleurs, à condition que cette planification soit suffisamment décentralisée. On le voit en Yougoslavie où, bien qu'il s'agisse d'un pays relativement sous-développé, des ouvriers se mettent en grève parce qu'ils contestent la situation faite à leur entreprise dans le cadre de la planification — alors qu'elle ne leur permet pas d'augmenter leurs salaires — ou parce qu'ils ne sont pas d'accord avec l'utilisation des bénéfices.

Nécessité du contre-plan

Cependant certains camarades nous diront qu'une planification ainsi définie conduit à l'intégration des syndicats à l'Etat. Et il y a beaucoup de gens, parmi les traditionalistes de la gauche, pour affirmer que l'élaboration d'un contre-plan ne peut manquer de semer la confusion d'être utilisée par le régime actuel à la recherche d'une formule qui lui permettrait de domestiquer les syndicats.

La majorité de Force Ouvrière, par exemple, se déclare attachée à la « planification souple », c'est-à-dire à la planification actuelle. A la CGT, on combat la notion de planification démocratique, les communistes ne reconnaissant comme valable qu'une « planification socialiste », où précisément les syndicats ne jouent aucun rôle. A la C.F.T.C., on s'efforce d'opposer un certain type de planification à celle qui a cours actuellement, mais la question demeure controversée.

Ceci n'empêche pas les syndicats d'être représentés dans les organismes du Plan, au Conseil économique et social, dans les comités d'expansion. Or la participation peut être conçue de trois façons : on peut utiliser les assemblées comme une tribune où l'on développe certains arguments qui servent par ailleurs à l'agitation ; on peut aussi accepter le cadre général des propositions faites et les discuter dans le détail, par exemple contester les objectifs sociaux sans remettre en cause les choix économiques fondamentaux dont ils découlent ; on peut enfin — ce qui est le plus difficile — opposer une politique d'ensemble à celle du Pouvoir. Ce n'est que dans ce cas que la participation est vraiment efficace, à condition qu'elle soit appuyée par des forces réelles agissant au plan des entreprises et des branches d'industrie.

Ainsi que l'écrivait Gilbert Declercq, « rien ne serait plus vain et plus périlleux qu'une certaine politique qui consisterait pour le syndicalisme ouvrier, à être présent dans les organismes économiques d'industrie ou d'Etat, si cette présence n'était pas liée à une force syndicale de base, structurée dans de puissantes Fédé-

rations générales d'industrie coordonnées à tous les échelons » (1)

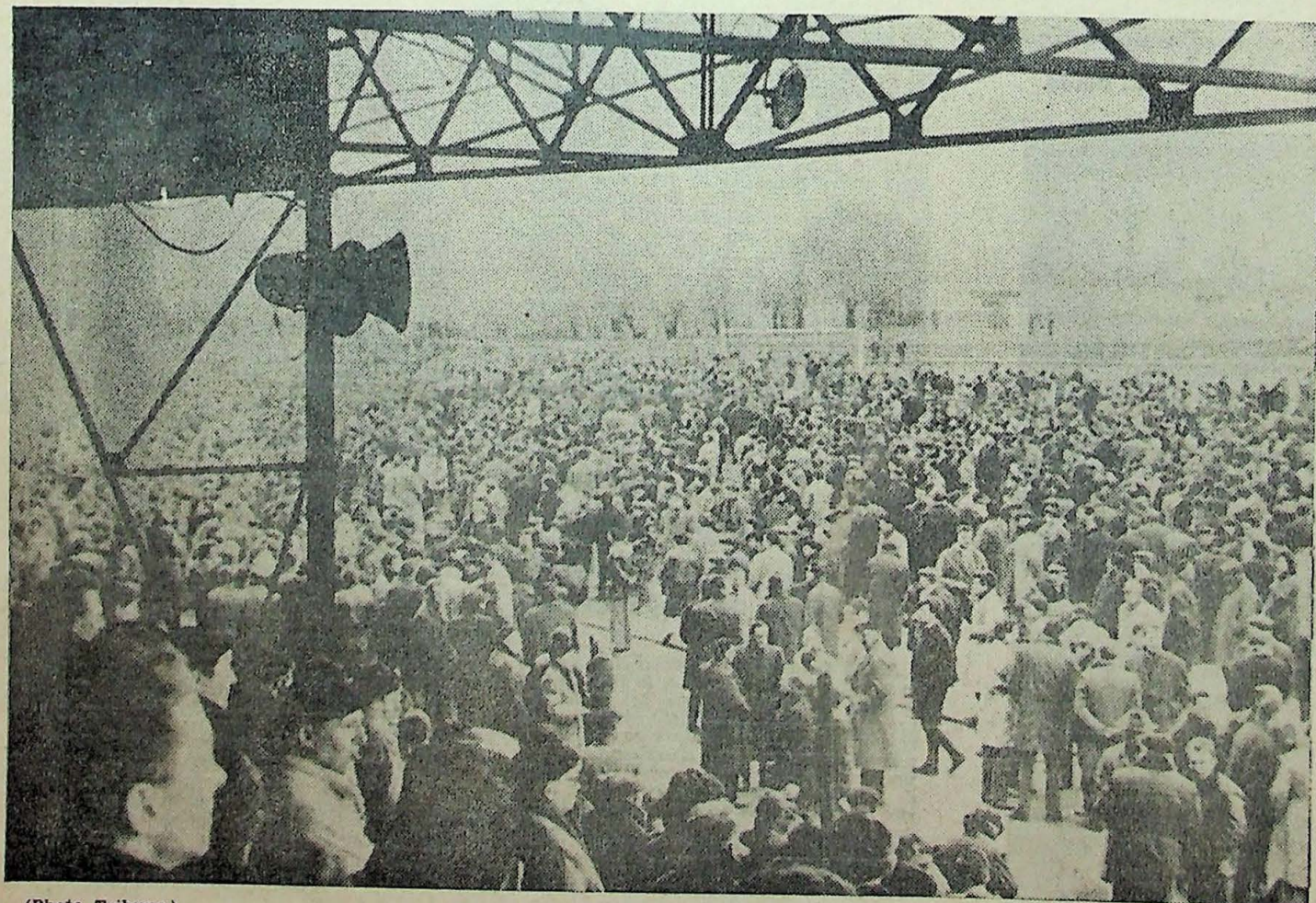
Il est évident qu'une planification démocratique, impliquant une responsabilité accrue des syndicats, se conçoit mal dans l'état actuel de dispersion des forces syndicales. D'où la nécessité de l'unité syndicale ou, tout au moins, des regroupements préalables qui surgiront davantage d'un accord sur des objectifs concrets que de controverses plus ou moins abstraites sur la Charte d'Amiens et le droit des tendances.

Il ne saurait être question pour les syndicats, sous le régime actuel, d'abandonner une partie de leur pouvoir de contestation ou, plus simplement, de renoncer à leur opposition. Mais celle-ci ne peut être uniquement défensive. On ne peut compter, pour user le Pouvoir gaulliste, sur la simple défense des intérêts corporatifs. A cet égard, on observe d'ailleurs une relative impuissance des syndicats. Dans le secteur privé, les conventions collectives sont vidées de leur contenu. Dans le secteur public, l'Etat-patron, en dépit des grèves, impose sa loi. Les disputes s'accroissent entre régions, entre secteurs favorisés et retardataires.

Il faut donc que les syndicats s'engagent, avec les partis de gauche, à définir un certain nombre d'objectifs permettant d'opposer au régime actuel une « alternative » socialiste.

(1) La Nef : avril-juin 1961.

Maurice Combes.



(Photo Tribune.)

La planification ne doit pas entraver la suppression de tout pouvoir de contestation...

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-00

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

St-ÉTIENNE :

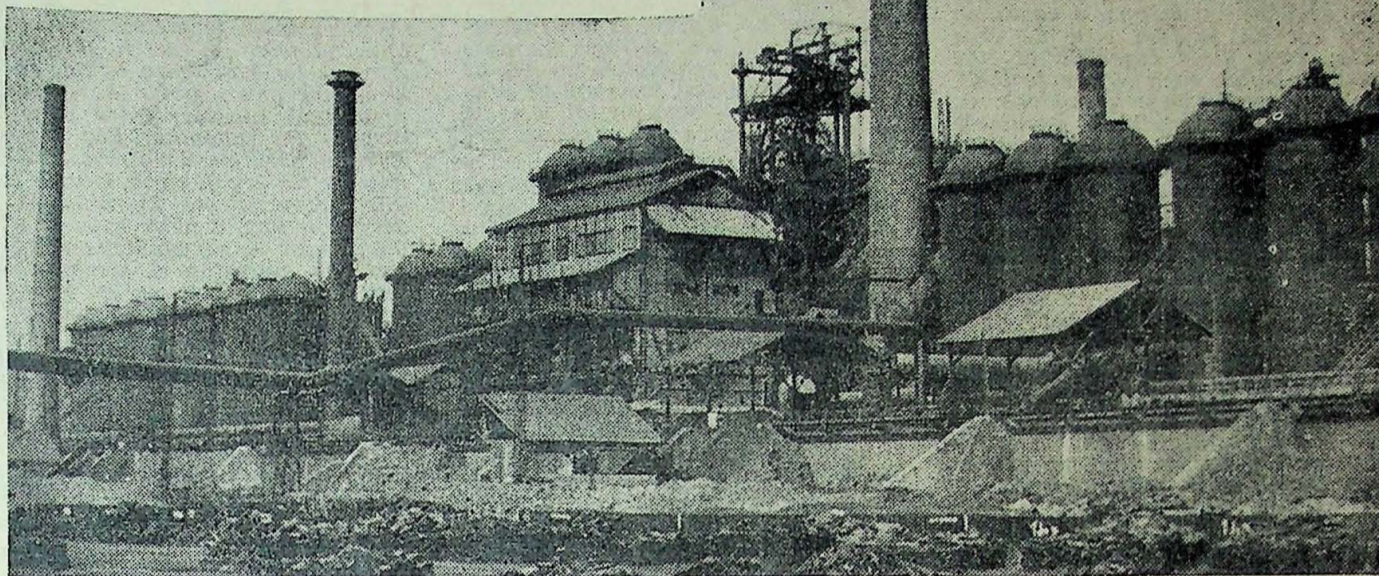
La concentration capitaliste frappe gravement la métallurgie locale

MARDI 21 avril, la presse stéphanoise publiait le communiqué suivant :

« Les Établissements Bouchayer et Viallet et la Sté des Forges et Ateliers du Creusot ont décidé de créer une société commune... Cette opération a pour but de concentrer leurs moyens d'études et de recherches à Grenoble, et de réunir les moyens de production (actuellement à Grenoble et à Saint-Etienne) à Chalon-sur-Saône, en une seule usine fortement équipée. Cette concentration placera la nouvelle société au tout premier rang des firmes européennes... »

Derrière ce langage impersonnel de la technocratie capitaliste, la réalité est plus dramatique : dans les mois qui suivent, plus de 470 ouvriers stéphanois (quatre cent soixante-dix) perdront leur emploi, soit plus de 30 % de l'usine qui occupe 1.200 salariés.

Les ouvriers ont été mis devant le fait accompli, et rien n'a été prévu pour le réemploi des travailleurs « licenciés ». On s'est contenté de bonnes paroles et de prétendues possibilités de reclassement, pour lesquelles M. Doucet, secrétaire général adjoint de l'entreprise, avouait qu'ils « porteraient sur un nombre restreint de personnes ».



(Photo Tribune)

Devant cette situation, les trois grandes centrales ouvrières (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.), auxquelles s'est jointe la F.E.N., ont publié un communiqué commun pour dénoncer cette politique de concentration capitaliste

qui ne se soucie aucunement des intérêts des classes laborieuses, et affirmer leur solidarité la plus totale avec les travailleurs de la S.F.A.C. dans leur lutte pour leur existence et leur dignité.

Le P.S.U. a publié une protestation contre les conséquences dramatiques de cette concentration et affirme son soutien aux travailleurs victimes de la politique capitaliste.

Marcel Pierre.

Saint-Nazaire : syndicalisme et jeunes unis

TANDIS que s'est constitué un Comité de défense des licenciés, où sont unis les travailleurs appartenant aux différents syndicats, C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., cadres et les non-syndiqués mêmes, car ces licenciés ne veulent pas être condamnés à la misère dans un an, puisqu'à ce moment-là les allocations de l'Assedic ne leur seront plus accordées et qu'étant dans leur presque totalité âgés de plus de 40 ans, ils ne sont pas embauchables, dit le patronat, cinq mouvements de jeunesse : les adhérents de la Fédération unie des Auberges de Jeunesse, de la Jeunesse étudiante chrétienne, de l'Union des Jeunes communistes, de la Jeunesse ouvrière catholique, de l'Union des Jeunes Filles de France, avaient invité des syndicalistes C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et F.E.N. à venir les informer des problèmes sociaux actuels et à en chercher les causes ensemble. La réunion fut très intéressante. Près de 400 jeunes étaient présents. Parmi les syndicalistes à la tribune, deux P.S.U. représentaient la C.F.T.C. et la C.G.T.

Il y eut d'abord un exposé par Bigot (C.F.T.C.) au nom de tous les syndicats :

« Notre sort est lié, dit-il, pour vous les jeunes et pour nous les syndicalistes. Car si nous devons lutter, c'est vous qui ensuite reprendrez le flambeau. Vous êtes peut-être étonnés si nous posons quelquefois les problèmes d'une façon dure, mais si nous nous contentions d'actions pacifiques, nous n'obtiendrions rien.

« Il y a eu une cascade de licenciements à Saint-Nazaire. Il est anormal que le droit à la propriété privée surpasse celui du droit au travail. Et si des pères et mères de famille ont été jetés à la rue, les jeunes également subissent la crise du chômage, puisque sortant des Centres d'apprentissage, des collèges techniques, revenant du service militaire, ils ne trouvent pas de travail dans la région et doivent s'expatrier, ou s'ils ne veulent le faire, avec des C.A.P. de tourneurs ou d'ajusteurs, accepter des postes de facteurs ou de balayeurs. Les patrons n'aiment exploiter que les hommes de 25 à 40 ans, qu'ils trouvent plus rentables !

« Si pourtant, aux « Chantiers », après les licenciements des « cheveux gris », la direction s'est aperçue qu'elle n'avait plus assez de dessinateurs et veut réembaucher des jeunes. Nous ne sommes naturellement pas contre, nous autres syndicalistes, des

créations d'emploi, mais nous aimerions qu'elles s'accompagnent de la réintégration des dessinateurs qui viennent d'être licenciés.

« Pour les jeunes, du fait de la courbe démographique dans l'Ouest (15.000 jeunes entrant sur le marché du travail en 1964) la situation est très préoccupante d'autant que depuis 1958 un quart des paysans ont dû quitter leur ferme, et que d'après une étude de l'Assedic sur la situation des jeunes en 1962 dans six cantons de Loire-Atlantique, un tiers des jeunes n'avaient pu entrer dans un centre d'apprentissage ou dans une école technique, faute de place.

Mais pourquoi cette crise à Saint-Nazaire ?

« Nous, syndicalistes, avons prévu cette crise depuis longtemps. Ce que nous pensons c'est que les investissements nécessaires à notre région ne doivent pas dépendre d'initiatives privées ou de décisions des conseils d'administration de trusts (près de la moitié du chiffre d'affaires du pays appartient au vingt-quatrième des entreprises françaises).

« Nous, syndicalistes, disons que c'est l'Etat qui doit créer ses propres industries.

« Nous disons aussi que le temps de travail doit être réduit. Et ceci n'est pas seulement pour combattre le chômage, mais pour que l'homme puisse se cultiver et prendre ses responsabilités dans son entreprise et dans son pays.

« Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ensemble, jeunes et syndicalistes, nous construirons notre avenir pour que l'homme vive mieux. »

Un débat suivit ensuite. Voici quelques-unes des questions posées par les jeunes :

— Que pensent les syndicats du rapport entre le plan de stabilisation et la situation actuelle des jeunes ?

— Que pensent les syndicats de la coexistence pacifique ?

— Dans le cadre du système capitaliste actuel, comment concevez-vous les créations d'usines nouvelles ?

— Les licenciements de Saint-Nazaire ne sont-ils pas la conséquence du Marché commun ?

— Comment concevez-vous l'aide aux pays sous-développés ?

— Comment concevez-vous la formation professionnelle en pensant à l'automation ?

Réponses des syndicalistes

ERMINE (C.G.T.). — Nous sommes dirigés par un gouvernement au service du capitalisme. Or, c'est vrai, Saint-Nazaire étant loin de Paris et de l'axe Rotterdam-Marseille n'intéresse ni le gouvernement ni les capitalistes, et une ville comme Orléans, au contraire, se développe.

MALNOE (C.G.T.-F.O.). — Les syndicats sont contre le plan de stabilisation car ils pensent que l'inflation ne dépend pas des salaires. Le plan de stabilisation crée la récession par la diminution des salaires et nous en subissons ici les premiers effets.

La crise des « chantiers navals » est en partie causée par l'augmentation de la productivité dont les ouvriers n'ont pas profité et une reconversion devrait se faire à l'intérieur même des chantiers.

BUSSON (C.G.T.). — En 1936, par l'union de tous les travailleurs, nous avons obtenu les 40 heures, les congés payés et une amélioration du pouvoir d'achat.

Avec l'augmentation de la productivité, il ne devrait être fait que 32 heures, car les cadences actuelles usent vite et l'homme doit pouvoir avoir des loisirs agréables et non être obligé par la fatigue physique et nerveuse de se coucher dès son travail terminé.

BIGOT. — Le monde ouvrier est à vocation anticapitaliste et à vocation internationale. C'est pourquoi nous devons lutter pour la libération politique, économique et culturelle des habitants des pays en voie de développement. Aussi notre aide à ces pays doit se faire d'une manière large et sans arrière-pensée. Nous ne pouvons oublier que la moitié du monde a faim.

DIFF (F.E.N.). — Les études ne doivent pas seulement assurer une formation professionnelle mais également former l'intelligence pour que tous puissent mieux profiter de tout ce qui existe. Il faut former des jeunes complets qui ne puissent être trompés, qui puissent plus tard comprendre les Constitutions qu'on leur demandera de voter. Qui puissent également comprendre les réalités économiques, la marche de leur entreprise...

Si, actuellement, malgré une bonne formation professionnelle, vous n'avez trop souvent qu'un salaire d'O.S., seules les structures économiques actuelles en sont responsables.

MALNOE (F.O.). — Si de Gaulle a reconnu la Chine, c'est autant pour des raisons économiques que politiques. La coexistence pacifique est souhaitable car elle permet des échanges et donne du travail à tous les ouvriers.

Par contre, les dépenses pour la force de frappe sont monstrueuses et il est nécessaire qu'en France il n'y ait pas seulement un changement des structures économiques, mais également un changement politique.

ERMINE (C.G.T.). — Pour une société capitaliste, l'homme est un objet et, en France, l'université est l'image inversée par les origines de ses étudiants, de la Nation. Cela ne doit plus être.

L'unité des syndicats dans l'action permettra d'abolir les injustices flagrantes.

Pour terminer, le représentant des jeunes tint à dire que ces derniers seront toujours prêts à répondre aux appels des syndicats quand ceux-ci auront besoin d'eux.

Une conserverie fut créée à Saint-Nazaire en 1959. Elle toucha d'importantes subventions pour primes d'installation, devant créer 300 emplois nouveaux. Or elle en employa au maximum une centaine, surtout des femmes, et travailla par intermittence, au maximum deux ans et demi depuis cette date. Or, elle ferme maintenant ses portes, licenciant 85 personnes. Il est permis de demander si elle remboursera à l'Etat ses subventions.

D'autre part, comme je l'avais écrit il y a quelque temps, la Banque commanditaire de l'A.C.N. (Ateliers et Chantiers de Nantes) avait demandé des compressions de personnel après la fusion de deux chantiers. Ce sera chose faite le 15 mai : 500 licenciés, dont 160 de moins de soixante ans. Là, comme partout, le gouvernement a ordonné (sur les conseils du C.N. P.F.) que les pré-retraites soient sélectives et accompagnées de licenciements. Car où irions-nous si l'avancement de l'âge de la retraite se généralisait (pensent les patrons, pas les ouvriers bien sûr)...

Dans le régime actuel, l'augmentation de la productivité ne peut qu'amener le chômage. Où est la stabilité du travail, M. Giscard d'Estaing ?

Denyse Frank.

LA CROISADE CONTRE LE SABIR

On sait que le professeur Etienne nourrit une haine solide du yanqui, tout au moins de l'Américain moyen soumis aux lois de l'American way of life. On connaît la passion que le professeur sait apporter à la défense de certaines causes qui exigent beaucoup d'érudition. On connaît enfin la verve de l'écrivain et son goût du néologisme, à condition qu'il ait un parfum bien de chez nous. Vous direz coquetèle et non cocktail, ballon rond et non football, ou vous serez considéré comme un agent de l'impérialisme américain par M. Etienne qui, dans un ouvrage de la collection Idées, part en guerre contre l'invasion du français par les mots anglais et américains, ce qui donne le sabir ou le franglais qui n'est ni du français ni de l'anglais.

Snobisme ou purisme ?

Que le franglais soit haïssable, Etienne le montre avec esprit par l'anecdote qui ouvre son livre et où l'on voit le chargé de recherches part-time au C.N.R.S., inviter une pin-up, dont le job est stewardess, à manger des hot-dogs dans un snack-bar; il le montre aussi par le dialogue des dames dans le salon de coiffure, dialogue qui aboutit à la fondation du o-she-club.

Selon l'auteur, le malheureux citoyen français est en passe d'être colonisé ou mieux coca-colonisé : « Il ne peut ni tousser, ni se raser, ni se vêtir, ni manger, ni jurer l'amour, ni s'en distraire sans que fondent sur lui, de toutes parts, les mots américains et les yanquismes les plus bêtes. »

A toutes les heures du jour, à tous les âges de sa vie, le Français moyen est sollicité de parler franglais par des gens aussi dépourvus de culture que de sens national. Ils sévissent en particulier dans les illustrés (comics), les jouets, les sports, l'armée (ce qui se comprend, étant donné l'existence

PARLEZ-VOUS FRANGLAIS ?

par Etienne

du Pacte atlantique). La médecine elle-même est atteinte et nos technocrates ne sont pas non plus épargnés qui parlent de perspective au lieu de prévision. Mais c'est évidemment dans la publicité que règnent les yanquis et leurs disciples (on devrait dire leur suppôts).

Et Etienne de nous donner une grammaire provisoire et abrégée (avec exercices à l'appui) du sabir atlantique, tous les exemples cités étant tirés des fichiers de son futur Dictionnaire philosophique et critique du sabir atlantique. Et le docte professeur ne manque jamais de faire suivre ses commentaires de la formule « le sabir atlantique est une langue jeune, une langue nouvelle vague, une langue new-look... »

De fait l'anglicisation des mots français, l'emploi de termes américains — souvent prononcés de façon incorrecte — témoignent généralement du snobisme et de l'inculture de ceux qui usent du sabir. Celui-ci risque en définitive de compromettre la clarté et la précision de notre langue.

On se rappellera à ce sujet l'histoire de cette jeune fille qui interrogea sur le choix d'une carrière, voulait être call-girl, ce qui fait bien mais signifie en bon français putain.

Il reste qu'il ne faut rien exagérer et qu'à jouer les puristes, on risque de passer pour puritain. Les langues vivent d'échanges, Etienne ne peut le nier. Nombreux sont les termes étrangers déformés ou non qui sont devenus du français parfaitement correct.

On peut ne pas aimer O.K. et bye-bye — fréquemment employés par les

Français d'aujourd'hui — on doit certes, comme le recommande l'auteur, préférer à speech allocation, discours ou tout autre terme. Je ne crois pas qu'on arrive à remplacer facilement speaker (entré dans les mœurs) par annonceur. Pas plus que Remy de Gourmont n'a réussi jadis à imposer, au lieu de stock, estoque toujours préconisé par Etienne. Et ce dernier a tort, à notre avis, de s'indigner des « superamericanisms » tels que auto-stop et standard qui font fort bien l'affaire. De même il nous paraît légitime de parler de dancing pour désigner un lieu où l'on danse et non un bal, comme le dit Etienne.

L'opinion ou le fouet

Certes notre indépendance nationale, très compromise par la IV^e République, avait grand besoin d'être défendue. Heureusement le général de Gaulle et M. Etienne sont là pour cela (je le dis sans rire puisque c'est écrit dans le pamphlet de l'honorable professeur). Il reste que le Pacte atlantique n'est pas rompu pour autant et que les investissements américains se poursuivent en Europe.

Mais nous devons être reconnaissants à M. Etienne d'avoir tiré le signal d'alarme. Souhaitons que, partant en croisade, il oblige tout le monde à réfléchir. Parlez-vous franglais ? a déjà suscité une multitude de chroniques. L'extrême-droite — qui, comme on sait, pense beaucoup — a couvert de fleurs le « décolonisateur » d'un nouveau genre. Le Figaro, que l'on ne savait pas si anti-américain, consulte ses lecteurs (il est probable que les avis seront partagés).

Mais comment la gauche ne serait-elle pas impressionnée, y compris l'Express qui a publié un extrait du livre (mais pas celui ou Mme Express en prend pour son grade pour son emploi du sabir) ? Et l'on a pu lire dans Le Monde une « tribune libre » reprochant à nos « mandarins progressistes » de dénoncer un mal dont ils sont responsables par leur mépris du marchand et de l'ingénieur. Qu'en pense Etienne ? Plus modestement Morvan Lebesque a mis en garde dans Le Canard Enchaîné contre les cuisines et les pédants qui voudraient châtier notre langue de tout apport étranger.

A cela Etienne peut répondre en invoquant la tradition d'Etienne Pasquet luttant contre l'abus des mots

grecs et latins transposés en français, d'Henri Estienne s'élevant contre l'italianisation de notre langue.

On peut accorder à l'auteur de Parlez-vous franglais ? qu'il a eu raison de « sensibiliser l'opinion » contre le sabir. Faut-il l'approuver lorsqu'il demande que l'on « régent » le français, ce qui évoque le jouet et la fessée pour les mauvais élèves coupables d'user des tournures vicieuses ? On sera plus réservé sur l'appel lancé à l'Etat gaulliste de diriger à ce sujet la radio-télévision et l'Education nationale, de sermonner les publicitaires et les magazines (pardon les magasins comme disait Littré). Il n'a que trop tendance à le faire et dans le sens d'un nationalisme étroit.

M. C.

Vient de paraître

DOCUMENTS

LA CRISE MILITAIRE FRANÇAISE (1945-1962), par Raoul Girardet, Paul M. Bouju, Jean-Pierre H. Thomas. — Les problèmes de recrutement, de structure et de mode de vie des officiers de l'armée de terre. — Ed. Armand Colin (dans la collection Sciences politiques).

ESSAIS

LES CLES DU POUVOIR, par Michel Drancourt. — Le rôle et l'avenir des managers et des technocrates dans la société industrielle contemporaine. — Ed. Fayard, 13,90 F.

STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, par Albert O. Hirschman. — L'auteur y expose ses raisons de penser que la pression démographique dans les pays sous-développés doit être considérée comme une force susceptible de stimuler leur développement économique. — Editions Ouvrières, 15,60 F.

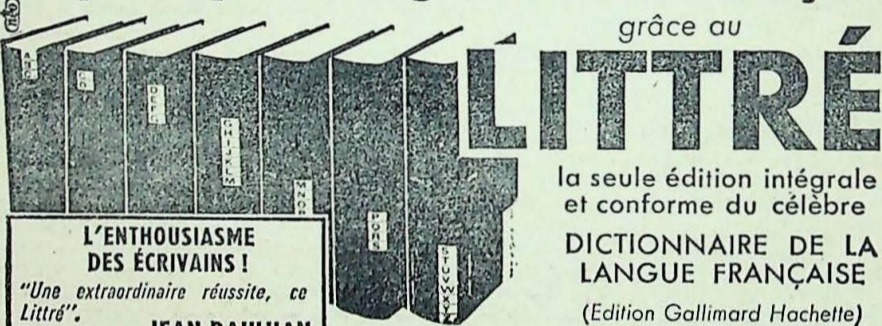
ROMAN

UNE POSSEDEE, par Laszlo Németh (traduit du hongrois). — Les humiliations et la vengeance d'une femme mariée pour intérêts de famille. — Ed. Gallimard, 28 F.

HUMOUR

OPTICON, SUIVI DE CLASSIQUES TRANSIS, par Roland Bacri, qui donne par la même occasion cette définition : « L'humour est le seul, le vrai, l'unique refus d'obtempérer efficace dans notre société policée ». — Ed. Julliard, 12,35 F.

Ne parlez pas "franglais" ! Parlez français



L'ENTHOUSIASME DES ECRIVAINS !

"Une extraordinaire réussite, ce Littré".

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française

"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française

"Un cadeau royal et précieux".

FRANÇOIS MAURIAC

de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

MARCEL JOUHANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Education Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pendant une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai
(cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en se cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....
Adresse.....Signature.....
N^o C.C.P. ou bancaire.....
T.S. 4

POÉSIE POUR VIVRE

« **CAMARADES** des trottoirs de six heures, des bus pris d'assaut, des métros où le bétail s'entasse, nous avons éprouvé mille fois, comme vous, dans ces circonstances, la dérision de l'appel au rêve. »

Ainsi s'expriment Jean Breton et Serge Brindeau dans un Manifeste qui vient de paraître sous le titre « Poésie pour vivre » (Editions Table Ronde).

Jean Breton, né en Avignon en 1930, obtint le prix Apollinaire en 1961. Serge Brindeau, né au Mans en 1925, est professeur de philosophie. Il anime la revue « Le Pont de l'Épée ».

« Poésie pour vivre » est un remarquable appel à la création poétique vraie, humaine, engagée, vers laquelle doit tendre la nouvelle génération.

Ce livre vigoureux, d'une écriture savoureuse, dénonce la poésie « sur papier japonais », la poésie des cénacles, la poésie hermétique, celle des mandarins. « Ce qu'il faut pour les masses, professait Mallarmé, c'est la morale, pas la poésie. » Breton et Brindeau dénoncent le marché actuel de la poésie : « Tout se passe comme si l'on voulait endormir les

jeunes consciences, afin qu'elles se galvaudent en une fraternité molle et au sein de laquelle ne puisse plus jaillir aucune tentative de révolte, aucun désir de création. « Salut les copains ». La complicité politique favorise cette déchéance, quand le peuple danse et anonc des refrains stupides, il oublie l'inconduite de Marianne. »

Les auteurs aspirent naturellement à une poésie populaire, sans que cette poésie soit pour autant une poésie de parti, car « le poète a besoin d'une liberté complète, où sa fantaisie se promène, les routes sont de plein vent. Il ne se battra pas pour le simple plaisir de la lutte, mais pour que le bonheur ne soit plus un mythe ou un privilège. » Dans un langage vivant le « pourquoi » du poème exprimera de façon concrète le malaise de chacun.

Selon la belle formule de Breton et Brindeau, le poète luttera « contre l'humiliation d'autrui. Son inspiration ne contredira pas les préoccupations communes. Il provoque le Jour, au jour le jour. Il est Socialiste. En liberté. »

Un livre qu'il faut lire.

André Le Brun.

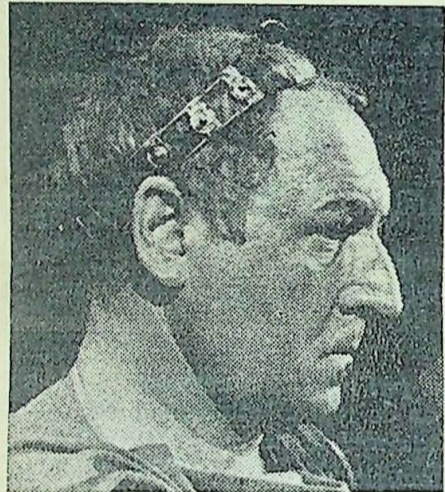
Théâtre

ROMULUS LE GRAND

de Friedrich Dürrenmatt

DANS ce V^e siècle inventé par Dürrenmatt, Romulus le Grand (1) n'est plus frère de Remus et cofondateur avec lui de Rome. Il est son destructeur. Les hordes germaniques conduites par Odoacre menacent. Aux rares ministres qui n'ont pas eu le temps de fuir et vont tenter, pour se venger, de l'assassiner, Romulus explique. Meticuleusement, patiemment, il a médité, préparé, précipité l'écroulement de l'Empire romain, cet Empire né dans le sang, la conquête, les pillages, péira dans le sang, la conquête ennemie, comme doivent périr à leur tour tous les Empires enfantés dans la violence, comme péira demain l'Empire germain.

Cela pourrait être une tragédie. Romulus meurt assassiné. Il disparaît, absorbé par l'Histoire, comme Héros. Mais Dürrenmatt rejuse la tragédie. La dérision mène le monde. La bouffonnerie domine. Romulus, l'Empereur, éleveur de volailles, se verra servir, par Odoacre, une rente princière. Il pourra, sagement, terminer ses jours. Auparavant, Odoacre lui aura révélé son mépris de la guerre, sa pleine conscience de la folie du monde.



G. Wilson dans le rôle de « Romulus le Grand ».

A mon sens, il faut voir une fois de plus ici, comme dans « La Visite de la vieille dame », deux thèmes essentiels pour Dürrenmatt : celui de l'expiation (le monde, l'empire est coupable), il doit disparaître pour se racheter, il doit, pour effacer sa tache originelle, accepter le sacrifice de sa réalité ; celui de la responsabilité collective (tout le monde est responsable de tout). Ce sont là thèmes éminemment chrétiens dont les artifices empruntés à Brecht ne dissimulent pas la réalité.

Dürrenmatt a conçu Romulus comme un bon vivant, humain, bon-homme. Georges Wilson, on s'en doute, a accentué encore ces aspects du personnage. Tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, pouvait devenir satire politique, à consommation immédiate, a été gommé et le sous-titre « comédie historique en marge de l'histoire » me semble en ce sens parfaitement justifié.

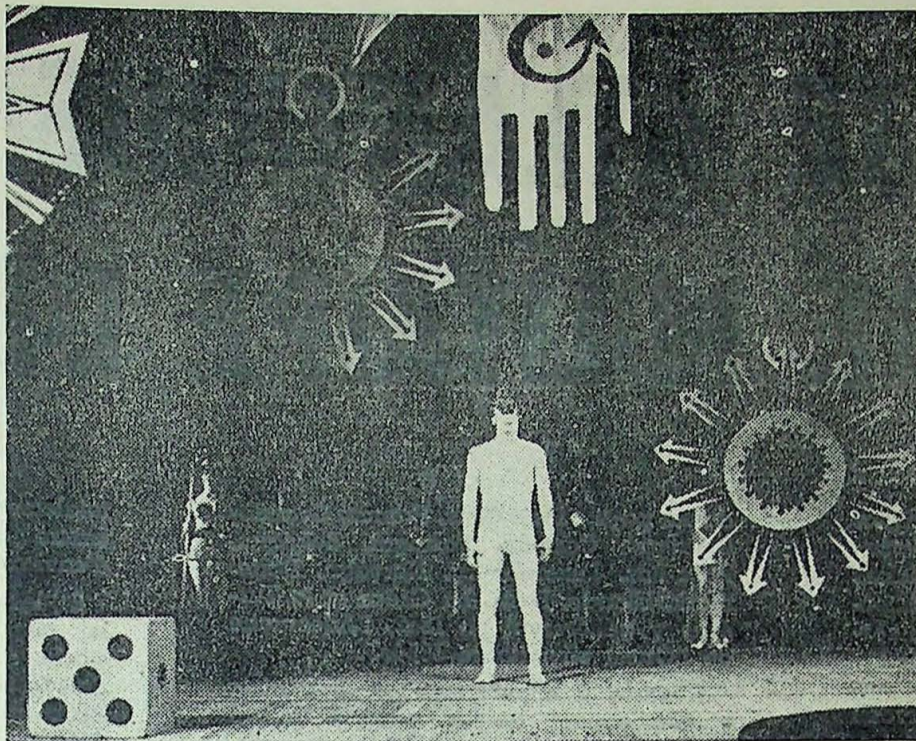
Hormis Gabriel Cattand (Odoacre), Judith Magre (femme de Romulus), la distribution révèle des faiblesses qui ramènent aux limites du spectacle de cabaret un spectacle récité à la vitesse d'un train express. Par contre, le décor et les costumes de Jacques Le Marquet jouant, dans des teintes brunes, vert tige, des rugosités des matières me semblent juste ce qu'il fallait.

Emile Copfermann.

(1) Au Théâtre National Populaire.

AU CINE-CLUB DU C.A.S. — Après L'affaire Dreyfus, de José Ferrer, présenté le 5 mai, le Comité d'action du spectacle annonce Je veux vivre, de Robert Wise, et La Meule, court métrage de René Allio (le 12 mai, au cinéma Artistique-Voltaire); le 19, au cinéma Savoie (métro Charonne) : Un homme dans la foule, d'Elia Kazan, et L'ondomane, d'Arcady. Les projections auront lieu, comme à l'accoutumée, en soirée.

NANCY : 1^{er} festival mondial de théâtre universitaire



« L'Homme aux lunettes bleues »,

montage à partir de la « Rose du Transsibérien », de Blaise Cendrars.

VINGT-QUATRE troupes, vingt-quatre spectacles, seize pays ; du 18 au 26 avril, se tenait à Nancy le premier Festival mondial du théâtre universitaire. Son palmarès : 1^{er} prix attribué à « Divines paroles », de Valle Inclan, présenté par le théâtre universitaire de Mexico ; deuxièmes prix ex-æquo : « La Cantatrice chauve », de Ionesco, présenté par la Société d'art dramatique de l'Université d'Ottawa ; « Antigone » de Brecht-Hölderlin-Sophocle, par la Studiobühne de Hambourg ; « Le Chariot de terre », drame hindou, par la troupe Disk, de Prague ; « Spectacle de pantomimes », du théâtre de pantomimes de Wrocław.

Ce palmarès donne faiblement idée de l'intérêt des spectacles présentés à Nancy. Plusieurs d'entre eux auraient pu figurer à l'affiche d'une salle parisienne. Là, pourtant, ne réside pas l'essentiel. A travers la multiplicité des principes guidant les théâtres universitaires, il apparut possible de trouver pour eux leur voie propre, quel que soit le principe sur lequel ils basaient leur action.

Pour résumer mon propos, je dirai qu'au départ, deux options apparaissent : l'une choisit le spectacle montage (textes liés entre eux par une idée-guide), ciment de la réalisation collective.

L'autre, la pièce de théâtre qui peut, elle-même, consister ou en une recherche historique (œuvre méconnue), formelle (théâtre dit d'avant-garde), « culturelle » (répertoire de type classique), voire politique (« Antigone », de Brecht, montée avec un éclairage actualisant l'œuvre).

Ces choix supposent une orientation de la troupe, une perspective à ses activités. Or, ce qui m'a frappé à Nancy, c'est justement, pour les troupes venues du monde occidental, l'absence de perspectives. Outre leur coupure d'avec les associations d'étudiants desquelles souvent elles naissent (le théâtre devenant un transfert de militantisme, voire une échappatoire), la plupart des groupes se voient une fin en eux-mêmes.

A l'opposé, Espagnols et Portugais se référaient à un théâtre plus résolument militant, de même les Allemands de Hambourg, encore que paraissaient des groupes privilégiés, fermés.

La place me manque pour développer cette idée : il me semble, pourtant, que ce qui devrait caractériser le théâtre universitaire, c'est d'être ce que le théâtre professionnel ne peut être. Un lieu d'expérimentation, peut-être (du genre du théâtre-laboratoire d'Opole, en Pologne, considérant le théâtre comme « autopenetration collective » — je cite — et ne dédaignant pas les joies du théâtre psycho-dynamique. Ceci à l'attention des psycho-sociologues préoccupés de théâtre et rêvant de spectateurs actifs qui feraient de l'art comme les acteurs) d'agitation, pour-quoi pas, de recherches.

Jack Lang, le Théâtre universitaire de Nancy veulent prochainement créer à Nancy un théâtre permanent. Ils accueilleraient chaque année, plus longuement, les troupes étrangères. Parallèlement, ce théâtre prolongerait, dans la pratique, les travaux de l'Institut de théâtre que le recteur de l'Université de Nancy veut instituer. Ce sont là projets grandioses, utiles : pour autant qu'ils n'empêchent pas les troupes universitaires dans un nouvel académisme, alors même que leurs pas sont bien hésitants.

E. G.

Musique

Quatorze concertos pour clavecin et orchestre, de J.-S. Bach

Il s'agit d'une réalisation qui mérite le respect, ce qui ne signifie pas qu'elle est ennuyeuse ou qu'elle est parfaite.

La plupart de ces concertos sont des transcriptions de concertos de violon de Bach lui-même et, les autres, de Vivaldi. Il est certain que les mouvements lents perdent une partie de leur charme, mais il ne faut pas oublier que ces concertos marquent le départ d'un genre nouveau, d'où leur intérêt. Enfin, ajoutons qu'il ne s'agit pas d'un exercice scolastique !

Roland Douatte a su donner à ces œuvres le tempo qui convenait et à les faire jouer à ses interprètes d'une manière détendue qui n'exclut pas la rigueur.

Ruggero Gerlin, entouré de certains de ses élèves, qui sont déjà des solistes de valeur, fait avec eux une « démonstration ». Il est réconfortant de trouver deux flûtistes de la valeur de Michel Debost et Maxence Larriou.

Le pressage est très bon, la version « mono » dont nous disposons donne une impression de profondeur convenable.

Les pochettes sont très bien présentées et chacune (il y a cinq disques) donne des renseignements différents et intéressants.

Le clavecin, qui ferraille légèrement, est un peu mince et cela m'amènera à vous parler la prochaine fois du problème de l'interprétation au piano des œuvres écrites pour le clavecin.

Vous pouvez acheter ces disques, ils ne vous décevront pas, et c'est, me semble-t-il, la seule intégrale actuellement disponible.

(« Critère » mono et stéréo.)

Pierre Bourgeois.

Cinéma

Du grabuge chez les veuves

de Jacques Poitrenaud

LES intrigues policières imaginées par Jean-Pierre Ferrière sont conçues en fonction d'une chute surprenante. Celle du « Grabuge chez les veuves » n'est pas moins étrange que celle de « Constance aux enfers » (du même auteur), mais nous prenons moins de plaisir à cette nouvelle histoire qu'au film précédent mis en scène par François Villiers. Qui faut-il incriminer ? L'auteur qui a tissé ici une trame moins serrée ? Le dialoguiste (Albert Simonin) trop bavard ? Ou le réalisateur, cédant à la facilité de nombreux flashes-back ? Le grand faulx est certainement ce dernier : Poitrenaud n'est pas Hitchcock — hélas ! — et la première partie de son film a tendance à ennuyer. C'est d'autant plus regrettable que les interprètes (Dany Carrel, Jean Rochefort et Enzo Doria en tête) sont excellents ; seuls ces atouts sauvent les dernières levées de cette partie de cartes sournoisement truquée.

J.-J. V.

Variétés

Joséphine Baker à l'Olympia

ELLE paraît vêtue d'un costume que l'on n'a plus l'habitude de voir sur la scène de l'Olympia : long manteau bleu et pantalon noir, chante un refrain, esquisse un pas de danse, légère, aérienne, femme comme on ne sait plus l'être. Joséphine Baker en scène se transforme, à croire que les planches sont un élixir de jeunesse. En manière de plaisanterie, avec un clin d'œil, elle annonce son âge, soixante ans. Oui, voilà quarante ans que Paris applaudit « l'oiseau des îles » comme disaient les journaux de l'époque, l'époque du Casino de Paris et de la ceinture de bananes.

La silhouette n'a guère changé, la voix non plus, peut-être un peu plus rauque, se brisant par moment, un charme de plus, donnant une nuance de nouveauté à des chansons que tout le monde a chantées et chanté encore. C'est d'une très grande qualité avec en intermèdes (pour les changements de costumes somptueux) un couple de danseurs noirs qui feront parler d'eux : elle, grâce et trépidation, lui, élégance et rythme jusqu'au bout des ongles. Un seul regret, la première partie du spectacle qui manque de tonus, avec en vedette américaine un Claude Vega en toute petite forme. Dommage ! Mais Joséphine Baker, à elle seule, vous fera passer une très bonne soirée.

Michel Joch.

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 6 au 12 mai

BANDITS A GORGOSOLO

de VITTORIO SETTA

AU MEME PROGRAMME :

DIMANCHE A PEKIN

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 6 au 12 mai

L'impossible Mr Bébé

avec CARY GRANT

PACTE ATLANTIQUE ET STRUCTURE MILITAIRE DE L'OTAN

QUE signifie exactement la décision prise le 28 avril par le gouvernement français de retirer ses officiers de marine des états-majors navals interalliés? Dans quelle mesure peut-elle servir à éclairer la diplomatie gaulliste?

Pour permettre à nos lecteurs d'en apprécier exactement la portée, nous avons cru opportun, avant tout commentaire, de rappeler brièvement ce que sont: 1°) le Pacte de l'Atlantique; 2°) l'organisation militaire de l'O.T.A.N. Une fois de plus, en effet, on trouve au centre du débat la notion d'intégration qui doit être replacée dans cet ensemble diplomatique et militaire.

Le Pacte de l'Atlantique

Il a exactement quinze ans : il a été signé le 4 avril 1949 pour une durée de vingt ans. Il a été conclu en pleine période de guerre froide. La dislocation de la coalition contre l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste s'est aggravée rapidement à partir de 1946. Rappelons schématiquement les principales étapes de cette rupture :

— offre d'assistance économique faite par les Etats-Unis à l'Europe (plan Marshall) : acceptée par les pays d'Europe occidentale, et même dans un premier mouvement par la Pologne et la Tchécoslovaquie, elle est repoussée par la Russie qui la dénonce comme une manifestation de l'impérialisme américain (printemps 1947) ;

— échec de la conférence des ministres des Affaires étrangères à Moscou, en mars 1947 : on n'est pas parvenu à progresser dans la recherche d'une solution au problème allemand ;

— constitution du Kominform en octobre 1947 : le manifeste publié à cette occasion déclare que le monde est désormais partagé en deux blocs : le « camp de la paix », constitué par la Russie et les pays de l'Europe centrale et orientale ; le « camp de la guerre », celui des Etats-Unis et des pays de l'Europe occidentale ;

— transformation rapide de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et finalement de la Tchécoslovaquie (« conf. de Prague », février 1948) en « démocraties populaires », les partis communistes dominant de plus en plus les gouvernements de coalition constitués au lendemain de la guerre ;

— blocus de Berlin-Ouest par les Russes pendant onze mois (juin 1948-mai 1949).

Le Traité de l'Atlantique Nord, auquel répondra ultérieurement le Pacte de Varsovie, est d'abord signé en 1949 par

douze pays : Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Canada, Portugal, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Norvège, Danemark, Islande, Italie. La Grèce et la Turquie y adhéreront en 1952, l'Allemagne de l'Ouest en octobre 1954.

L'article 5 stipule que les signataires « conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties. » Ils se promettent en conséquence une assistance mutuelle.

L'O.T.A.N. (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) est dirigée par le Conseil de l'Atlantique Nord : celui-ci réunit les ministres intéressés de tous les pays signataires deux fois par an. Dans l'intervalle de ces réunions, des ambassadeurs qui représentent les gouvernements assurent la liaison permanente à Paris où siège le secrétaire général de l'O.T.A.N. (actuellement un Hollandais : Stikker).

De cette direction politique dépend une organisation militaire complexe. Celle-ci procède du désir de constituer dès le temps de paix un véritable état-major interallié semblable à celui qui avait existé pendant la guerre : les officiers qui le composent sont en quelque sorte « dénationalisés » et deviennent purement « atlantiques ». C'est ce que désigne ce terme d'intégration.

La structure militaire de l'OTAN

Le schéma d'organisation est, dans ses traits essentiels, le suivant :

Au sommet : le Comité militaire, qui groupe les représentants de toutes les armées, un organisme plus restreint, le Groupe permanent (un Américain, un Français, un Britannique). Ces deux organismes siègent à Washington.

A l'échelon immédiatement inférieur, une série de commandements :

— à Paris, le SHAPE, commandement suprême en Europe ;

— à Norfolk, aux Etats-Unis, le commandement de l'Atlantique ;

— à Londres, le commandement de la Manche.

Du premier dépendent des états-majors navals en Méditerranée, dont l'échelon le plus élevé est à Malte.

Deux précisions doivent être ajoutées :

1°) les états-majors ne coiffent pas en temps de paix la totalité des forces nationales. La France, par exemple, n'a mis à la disposition du SHAPE que deux divisions. Seule, l'armée allemande est

totale « intégrée » à l'O.T.A.N. (Au centre de l'Europe, l'alliance dispose d'environ 22 divisions).

2°) les armes nucléaires demeurent sous la responsabilité des Etats-Unis. Les stocks d'explosifs nucléaires déposés en Europe restent propriété américaine. C'est sur ce point que portent actuellement les débats entre alliés en vue d'une réorganisation de la structure militaire de l'O.T.A.N. La quasi-unanimité des Européens voudrait mettre fin à cette situation sans pour autant aboutir à une rupture de l'alliance ou à une solution du type de Gaulle (force de frappe nationale). L'affaire est d'autant plus complexe qu'il y a fort peu de partisans d'une force de frappe européenne.

La décision française du 30 avril

Que signifie, par rapport à cette structure, la décision de retirer les officiers de marine des états-majors navals ?

Matériellement, la portée en est limitée : quelques capitaines de vaisseau, un ou deux amiraux vont quitter Malte ou Norfolk.

Mais politiquement, il faut rapprocher cette décision de deux autres :

1959 : la France a déjà retiré du commandement de Méditerranée occidentale les quelques unités mises à sa disposition ;

1963 : elle en a fait autant pour celui de l'Atlantique (Norfolk).

A quoi il faut ajouter la faiblesse des autres effectifs français à la disposition de l'O.T.A.N. : en fait, les deux divisions d'Allemagne.

Au fond, la querelle porte essentiellement sur la structure militaire : de Gaulle est hostile à l'intégration. D'une manière générale, il n'aime pas les abandons, même partiels, de souveraineté nationale. Ceux-ci lui sont encore plus insupportables dans le domaine militaire : l'armée a valeur de symbole à ses yeux, c'est elle qui incarne l'indépendance.

Ainsi s'éclaire quelque peu, à travers cet incident, la politique gaulliste : « politique de coups d'épingles » pour contraindre à une réorganisation de structure selon ses vues propres, mais non pas recherche d'une orientation diplomatique nouvelle. De Gaulle et ses porte-parole sont probablement sincères quand ils affirment qu'ils ne veulent pas remettre en cause l'alliance elle-même. Mais la méthode même ne fait qu'irriter ses alliés et, en définitive, n'aboutit qu'à éloigner de lui ceux des Européens qui souhaiteraient faire évoluer les choses à l'intérieur de l'alliance.

R. Verdier.